

Les tueurs sont à l'affût

Abdellatif LAABI

MÈRE
MA SUPERBE
MON IMPRUDENTE
TOI QUI T'APPRÊTES
À ME METTRE AU MONDE
DE GRÂCE
NE ME DONNE PAS DE NOM
CAR LES TUEURS SONT À L'AFFÛT

MÈRE
FAIS QUE MA PEAU
SOIT D'UNE COULEUR NEUTRE
LES TUEURS SONT À L'AFFÛT

MÈRE
NE PARLE PAS DEVANT MOI
JE RISQUE D'APPRENDRE TA LANGUE
ET LES TUEURS SONT À L'AFFÛT
MÈRE
CACHE-TOI QUAND TU PRIES
LAISSE-MOI À L'ÉCART DE TA FOI
LES TUEURS SONT À L'AFFÛT

MÈRE
LIBRE À TOI D'ÊTRE PAUVRE
MAIS NE ME JETTE PAS DANS LA RUE
LES TUEURS SONT À L'AFFÛT

AH MÈRE
SI TU POUVAIS T'ABSTENIR
ATTENDRE DES JOURS MEILLEURS
POUR ME METTRE AU MONDE
QUI SAIT
MON PREMIER CRI
FERAIT MA JOIE ET LA TIENNE
JE BONDIRAI ALORS DANS LA LUMIÈRE
COMME UNE OFFRANDE DE LA VIE À LA VIE.

Z'Migri News et le bulletin de réseau national de l'ATMF - Z'Migri News : Identification à nos populations des quartiers décimés aux 4 vents de l'hexagone. - Z'Migri News : une auto appellation, auto dérision forgée dans les nuits de solitude des foyers, des quais de gare, et des allées de marché aux bas prix. - Z'Migri News : c'est un rire étouffé à la face d'autiste de ceux qui nous gouvernent.

Nouvelle série n°9 /juin-août 2003



EDITO

In "Le spleen de Casablanca" Editions de la différence 1996

Derniers ouvrage parus :
Le fond de la jarre /Roman.
Editions Gallimard 2002,
L'Automne promet/Poèmes.
Editions de la différence 2003,
Les fruits du corps/Poèmes.

A LA MÉMOIRE DE BRAHIM
BOUARRAM, JEUNE MAROCAIN
JETÉ ET NOYÉ DANS LA SEINE À
PARIS, LE 1ER MAI 1995 PAR
UNE BANDE DE SKINS QUI
VENAIENT DE SE DÉTACHER
D'UNE MANIFESTATION DU
FRONT NATIONAL.

Les tueurs sont à l'affût, et nous petites gens d'ici et d'ailleurs, nous nous précipitons dans les chemins de travers pour échapper à la barbarie de la guerre, de la négation de l'autre parce qu'il est différent. Dans ce Z'migri, la parole est donnée aux irakiens contre l'occupation, aux femmes contre le mâle omniprésent et aux militants porteurs d'espoir.

Youssef HAJI
ATMF

L'ALGÉRIE ET LE MAROC ONT CONNU DEUX ÉVÉNEMENTS DOULOUREUX DE NATURE DIFFÉRENTE ET QUI ON COÛTÉ LA VIE À PLUSIEURS VIES HUMAINES.

À CASABLANCA LES ACTES TERRORISTES QUI SE SONT PRODUITS ONT FAIT 28 VICTIMES INNOCENTES ET PLUS DE 100 BLESSÉS, ALORS QUE LE SÉISME QUI A SECOUÉ LES ENVIRONS D'ALGER A FAIT PLUS DE 1000 MORTS ET 7000 BLESSÉS SELON UN BILAN ENCORE PROVISOIRE.

L'ATMF S'ASSOCIE À LA DOULEUR DES FAMILLES ET LEUR PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES LES PLUS SINCÈRES.

L'ATMF APPELLE LA COMMUNAUTÉ MAGHRÉBINE DE FRANCE À MANIFESTER SA SOLIDARITÉ ENVERS LES VICTIMES ET LEURS FAMILLES, PAR TOUS LES MOYENS.

Pourquoi l'Irak doit intéresser tout le monde



ABDUL AMIR EL REKABY EST LE PORTE-PAROLE DU COURANT NATIONAL DÉMOCRATIQUE IRAKIEN

Il y a dans le monde d'aujourd'hui une sorte de glissement vers le comportement des mouches et du morceau de sucre. Pire encore, la mort et même les plans d'extermination n'attisent plus l'émotion ni la colère. Il ne faudra pas faire porter aux Etats Unis l'unique responsabilité de cette situation, même si ce sont eux qui mettent tout le monde dans cette situation et devant l'embarras "de choisir" entre les suivre ou rester des spectateurs du massacre dont les victimes sont à la fois des êtres humains et les grandes valeurs. Car il y a défaillance de la part des autres.

Récemment, la France a tenté de s'opposer à l'impulsion guerrière américaine ou du moins a essayé de contenir l'empressement manifesté par l'administration américaine de mener la guerre contre l'Irak. Mais cette position est apparue comme un réveil tardif ou un entêtement personnel, en dépit du soutien de la Russie, de la Chine ou de l'Allemagne.

Mais la guerre a finalement eu lieu et la France et ses alliés sont devenus incompréhensibles selon le critère de l'efficacité. Car ils s'étaient opposés à la guerre d'une manière somme toute très formelle, ce qui a permis de marginaliser l'ONU mais n'a pas pu s'opposer à la guerre elle-même, il manquait à la position française la force d'une initiative ou d'une solution politique.

Ce sont des conditions identiques qui ont permis, tout au long de l'histoire, l'accomplissement des crimes les plus abominables. Les guerres, comme tous les crimes, sont les fruits des comportements irrationnels qui naissent de l'absence de solutions. Connaissant à quel point les EU sont incapables de s'arrêter ou de rebrousser chemin, quel serait le résultat que nous espérons obtenir en levant nos mains dans leur faces alors qu'ils s'acheminent vers leur but? Au lieu de cela, nous devrions réfléchir sur ce qu'ils pensent faire et essayer d'imposer notre vision sur le "paradis" vers lequel cette aveugle super puissance

veut mener le monde par la force. Notre champ d'action ne se situe certainement pas autour de l'intégralité du droit international ni surtout autour des délais raisonnables pour désarmer l'Irak. La puissance des EU réside dans leurs prétentions politiques, et leur présumé projet, tel qu'il est formulé dans les discours américains à propos de l'avenir de l'Irak.

La France s'est abstenue de porter le fardeau d'un projet politique alternatif. Probablement par peur. Ce projet existait, nous l'avions d'ailleurs proposé quelques mois avant l'éclatement de la guerre, en appelant à un "plan de changement sans guerre", et à la constitution d'un "gouvernement de salut national", qui représenterait l'ensemble des composantes de la société irakienne, un gouvernement transitoire qui mènerait à un régime constitutionnel et des élections générales. C'était le moyen d'en finir avec la dictature et d'éviter la guerre.

La question de l'aspect pratique de cette proposition, sa faisabilité,

Pourquoi l'Irak doit intéresser tout le monde



3

relève de la responsabilité de la communauté internationale. Pour notre part, nous avons essayé de faire ce qui était dans nos moyens: en constituant un cadre élargi de forces irakiennes très diverses qui était son noyau porteur, en contactant des niveaux politiques et diplomatiques européens, en la rendant publique.

Nous n'étions pas impuissants, la communauté internationale, en dépassant le cantonnement dans une position de principe, somme toute formelle, en développant une volonté politique, aurait pu constituer une formidable force de changement, qui aurait renversé pacifiquement la situation en Irak.

Aujourd'hui, la guerre est là, alors, reste-t-il dans cette même perspective quelque chose qui mérite d'être fait ?

Nous pensons que les circonstances actuelles légitiment l'adoption d'une nouvelle initiative qui s'appuie, formellement cette fois, sur le droit international. Si la France, la Russie et la Chine maintiennent leur position

concernant l'illégalité de l'occupation et des conséquences qui en découlent, telle l'administration militaire que les américains ont l'intention d'établir, notre action aura à ce moment une issue internationale qui la justifie pleinement.

La politique américaine ne peut pas imposer le fait accompli. Bien au contraire, elle crée tous les jours des impasses et des problèmes insolubles. Ceci signifie que la guerre continue. Les différentes expressions politiques irakiennes se préparent à la résistance, le premier pas étant le refus du pouvoir militaire américain et l'appel au boycott de tout gouvernement militaire américain ou établi sous l'occupation.

Cette position permettra l'émergence d'une résistance nationale, qui pourra, à ses débuts du moins, être civile ou pacifique. Elle trouvera appui auprès des personnalités religieuses. Un appel aux citoyens pour constituer des comités d'autogestion dans les villes et les villages d'Irak. Ces

efforts aboutiront à l'annonce d'une insurrection civile qu'une campagne internationale soutiendra.

Voilà les aspects de ce que nous projetons pour l'avenir et qui ne peut se suffire de nos propres moyens et efforts, ni de la large écoute que cette position trouvera en Irak même. Nous n'obtiendrons aucun résultat significatif si notre position n'est pas entourée de l'appui qu'elle mérite parce qu'elle représente une cause internationale, conforme au moment actuel de l'histoire de l'humanité, une cause qui ébranle non uniquement les Etats mais aussi l'esprit de l'Europe et du monde et tout le mouvement de l'altermondialisation et de l'opposition à la guerre.

Le monde nous laissera-t-il tomber, pour se trahir lui-même? Notre réponse est simple : nous ne possédons pas le luxe de désespérer!

Abdul Amir El Rekaby

La formidable capacité de résistance du peuple irakien

NAHLA CHAHAL EST SOCIOLOGUE, ELLE EST LA COORDINATRICE DE LA CAMPAGNE CIVILE INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DU PEUPLE PALESTINIEN (CCIPPP)

L'Irak est aujourd'hui mis devant l'épreuve de dévoiler ce qu'il est, et ce dont il est capable. Ce pays se trouve, sans transition ou répit, devant la nécessité d'affronter à la fois deux tâches majeures: d'une part l'occupation actuelle, et d'autre part les conséquences laissées sur son tissu social et ses structures les plus fondamentales par trois guerres, un long embargo, et un régime dictatorial décrit comme l'un des plus répressifs au monde. L'ensemble concentré en l'espace de trois décennies.

Le paysage actuel de l'Irak nous livre des exemples formidable de résistance. Je ressens une émotion toute particulière, car ce n'est pas les constatations d'une sociologue que je vous livre ici mais aussi celles très personnelles de quelqu'un qui a été élevé par une mère irakienne, qui vit depuis des années avec un compagnon irakien, et dont les filles sentiront certainement que ce pays est leur.

Force est de constater que l'avancée des troupes américaines et britanniques n'a pas été saluée comme libératrice par la population. Il n'y a pas eu la liesse, ni le soulèvement sur lesquels se sont basées les campagnes médiatiques américaine et britannique. Les hommes politiques des deux pays se sont efforcés de rassurer les irakiens que la campagne n'allait pas s'arrêter en cours de route et que le scénario de 1991, où le régime irakien a pu réprimer le soulèvement, ne se répètera pas. En vain. Ni cet argument ni celui de la neutralisation des "brigades de la mort", ces pelotons irakiens paramilitaires d'exécution de tout rebelle, n'arrivaient pas à pousser les populations du sud de l'Irak, et tout particulièrement de Bassorah, au soulèvement.

À défaut de convaincre les Irakiens, ces deux arguments servent à expliquer au reste du monde l'absence d'enthousiasme du peuple que les armées américaines et britanniques sont venues "libérer".

Par contre, c'est dans les régions du sud de l'Irak, à majorité écrasante de chiites, (qui avaient toutes les

raisons de se plaindre de ce qu'ils ont enduré durant la période précédente) qu'il y a eu durant l'invasion les combats les plus violents et des formes de participation populaire aux confrontations. C'est de ces régions aussi que sont partis les premiers signes de résistance politique. Au même moment, à Mossoul dans le nord du pays, se déroulait les mêmes scènes, accompagnées cette fois de dizaines de morts et de blessés, victimes des balles américaines tirées sur les manifestants. Les pillages et les incendies, l'insécurité menaçante, le manque d'eau et d'électricité, le retardement du secours international, n'auraient donc pas été suffisants pour convaincre les Irakiens d'accepter n'importe quelle administration.

Mais le phénomène le plus explicite surviendra une semaine après la chute de Bagdad. Au premier vendredi, jour de prière, des manifestations sont parties des grandes mosquées de la ville pour déboucher dans une gigantesque marche de plus de cent mille personnes, dont le slogan unanimement répété refusait toute division entre chiites et sunnites, appelait à l'unité nationale et à la sortie de l'occupant.

La formidable capacité de résistance du peuple irakien

Ce sont là des exemples qui nous parviennent alors qu'il est encore trop tôt pour le discernement, que les cadavres des civils gisent encore dans les rues et sous les décombres des bâtiments bombardés. Ils ré-exprient des traits déjà rencontrés, les ramènent au devant de la scène, et permettent même d'interpréter certains phénomènes dilués dans le temps ou brouillés par une multitude d'événements.

J'en retiendrai un exemple de la période de l'embargo: celui de l'autogestion par la société de la production de ses besoins et des services vitaux.

Le régime de Saddam Hussein a pu exercer le contrôle total de la société grâce à la combinaison de la terreur et de la rente. Le quadrillage de la société par les services de renseignements, et son maintien hors capacité de réagir et de décider, se sont effectués par le biais de la répression méthodique certes, mais pas uniquement. Le régime irakien disposait d'un immense revenu, la rente pétrolière, dont la source est indépendante de l'organisation sociale de la production. La pérennité de la dictature

reposait aussi sur la redistribution partielle de cette rente. Ainsi ont été mis en place des services publics gratuits de qualité, tels l'enseignement et la santé. Mais le phénomène le plus décisif était la prise en charge de la société. Tout le monde vivait du salaire du fin du mois, les moins qualifiés s'enrôlent dans l'armée, les diplômés dans l'administration, deux corps devenus immenses, engloutissant toute la main d'oeuvre et réduisant l'Irak, ce pays de l'agriculture quatre fois millénaire, à l'importation effrénée et à la dépendance alimentaire!

Le réveil des Irakiens de cet état des choses s'est produit très rapidement, surtout par rapport à l'ampleur des dégâts que ce système a causé. Quelques mois après l'embargo, naissait partout des formes d'organisation, de bricolage de la société pour sa survie. Ainsi furent inventés des systèmes d'échange de services, de répartition collective des tâches, d'entraide et de solidarité.

Ce qui s'est produit dans le domaine de la production culturelle est exemplaire à cet égard. Pour des raisons multiples, la culture est une valeur suprême en Irak et le régime

s'est déployé à contrôler le contenu de sa production et sa diffusion de la façon la plus rigoureuse. C'est là que la dynamique de la société irakienne s'est manifestée le plus clairement. Durant des années, s'est répandue "la culture de la photocopie", où des textes, surtout littéraires et poétiques, mais aussi sociologiques et philosophiques, étaient produits, écrits à la main ou saisis sur des vieilles machines à écrire, puis photocopiés et diffusés par centaines de milliers. Chacun était autorisé à les reprendre pour élargir le cercle... Des livres ont été ainsi traduits, et il était étonnant de constater à quel point les Irakiens se tenaient au courant de toute nouveauté intellectuelle mondiale. La culture de la photocopie était profondément moderne et innovante et se caractérisait par son extrême liberté.

Les dédicaces étaient souvent satiriques et se moquaient ouvertement de la censure et des autorisations qui n'ont pas été demandées. Saddam était encore là mais quelque peu affaibli. Cela a suffi. Au moment de la chute du régime de Saddam Hussein, l'émergence d'un chiisme irakien combatif a attiré l'attention, rappelant que Nadjaf est la première ville sainte

La formidable capacité de résistance du peuple irakien

du chiisme, et que le leadership, autant théologique que politique, revenait à sa "Hawza" c'est-à-dire à sa direction, qui devrait ainsi reprendre sa place comme référence suprême. Rappelant aussi que les Irakiens refusaient toute hégémonie étrangère et qu'ils comptaient gérer leur pays eux-même.

Ce mouvement fait ouvertement allusion au rôle de Nadjaf dans la direction de la révolution de 1914-1920 contre les britanniques et il se conçoit dans sa continuité. La direction de Nadjaf s'était alors caractérisée par son aspect national. Elle s'était éloignée du communautarisme et avait fédéré des forces tribales et politiques de toutes sortes. Elle puisait dans la tradition chiite du "Jtihad", qui est le renouveau de la jurisprudence et son adaptation aux nécessités des époques et des circonstances.

C'est la combinaison de tous ces éléments, de leur empreinte dans la mémoire collective, qui fournit aux Irakiens les outils de leurs comportements actuels. C'est ce qui rend possible des initiatives telles la prolifération des comités d'auto-gestion des quartiers, la mobilisation bénévole des

techniciens pour la réparation des réseaux d'électricité et de communication, et le redémarrage des services publics. Tous ces cadres et ces citoyens n'ont pas demandé ni attendu l'autorisation des occupants, quand ils n'agissent pas franchement contre leurs instructions. Certains y verront les prémices d'une désobéissance civile, qui rejoint le rythme quotidien des manifestations pacifiques réclamant la sortie de l'occupant. J'ajoute aussi que ce sont là les signes d'un dynamisme, d'une créativité, d'une capacité d'initiative remarquable. Et surtout de l'absence de délitement.

Un fait divers, un parmi tant d'autres, avait particulièrement attiré mon attention: dans un quartier de Bagdad, la garde bénévole montée par les habitants protégeait la cinquantaine de juifs, tous âgés, que contenait encore la ville. La nouvelle rapportait que les autorités israéliennes leur avait proposé de les évacuer à la chute de Bagdad. Et qu'ils avaient refusé. Exemple extrême, mais O combien éloquent.

Nahla Chahal

LA GUERRE CONTRE L'IRAK NE PEUT SE JUSTIFIER

L'agression du gouvernement américain contre l'Irak nous laisse honteux et pan-tois, même si, en réalité, le monde n'a jamais été en paix depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Les religions ont été outrageusement instrumentalisées par des dirigeants mauvais bergers ; la nation états-unienne constitue le peuple élu, et Dieu est le garant de ses intérêts supérieurs, notamment pétroliers et financiers.

Notre compassion va bien sûr aux morts, aux blessés, à ceux qui n'ont plus de maison, à toutes les victimes de ce conflit absurde : Irakiens, Etats-Uniens, ou d'autres pays.

Les musées, mémoire d'une des plus anciennes civilisations, ont été bombardés, mais pas le Ministère du Pétrole.

Déjà, au XIXème siècle, la « morale » correspondait très bien aux intérêts du puissant.

A notre époque, les gouvernants et leurs services secrets manipulent les gens simples.

Mais nous saurons bien un jour qui se cache derrière « Ben Laden », et si ce personnage, ou la nébuleuse ainsi dénommée, n'est pas secrètement protégé pour sauvegarder d'obscurs magouillages gouvernementaux.

Certains sont offusqués de voir des drapeaux palestiniens lors des manifestations de soutien à l'Irak. Mais il est évident que la tentation hégémonique d'imposer une "pax americana", et l'occupation de la Palestine par Ariel Sharon sont intimement liées.

(...) Cependant, on peut discerner, à contre-courant de cette idéologie marchande, hégémonique et mondialiste, un début d'appel à la désobéissance, au refus de suivre les puissants pour leurs intérêts pétroliers, financiers ou dans leur conquête concurrentielle des parts de marché pour les profits boursiers.
"Nos vies valent plus que leur pétrole".

*Bernard Ebstein,
Militant de l'ATMF d'Argenteuil.*

Inaam s'explique sur son Irak



NOUS REPRODUISONS L'ENTRETIEN PUBLIÉ PAR LE JOURNAL LIBÉRATION DU 19 AVRIL 2003 AVEC INAAM KACHACHI, JOURNALISTE ET ÉCRIVAIN IRAKIENNE VIVANT EN FRANCE, AUTEUR DU LIVRE "PAROLES D'IRAKIENNES", ÉDITIONS SERPENT À PLUMES, 2003.

POURQUOI UN LIVRE SPÉCIFIQUE SUR LES FEMMES ÉCRIVAINS D'IRAK ?

Les gens s'étonnent que des livres aient continué d'être édités en Irak au cours des trois dernières décennies. Il est vrai qu'après deux guerres du Golfe (nous comptons la guerre Iran/Irak comme la première) et au travers de douze années d'embargo, la qualité des imprimeries de Bagdad est devenue si exécrable que certains textes publiés sont presque illisibles : je raconte comment la poétesse Siham Jabbar a dû littéralement "ressemeler" son recueil, en collant des petits bouts de papier rapiécés sur les passages illisibles et en réécrivant à la main dessus. Le papier lui-même... n'est pas du papier. Les gens se sont habitués à écrire sur n'importe quoi, des feuilles usagées, des vieilles factures, des sacs d'emballage. Mais l'écriture n'a pas cessé. Parfois, en outre, elle s'est accomplie en exil. Si j'ai tenu, cependant, à privilégier le point de vue des femmes écrivains, c'est parce qu'elles parlent mieux de la réalité irakienne, dominée par l'omniprésence de la guerre, de la peur et de la pénurie. Le

discours des hommes est différent. Certains ont passé jusqu'à dix ans de leur vie dans l'armée. Ils parlent de la guerre vécue de l'intérieur. Les femmes parlent de la guerre vécue dans les familles, dans l'intermittence de la relation homme/femme. Leurs textes racontent le changement du visage de l'homme qui doute de lui-même et ne se reconnaît pas dans le miroir. Il rentre chez lui en permission et il n'est pas à l'aise. Il lui semble qu'il se sent mieux au front : pris par les combats, il n'a pas le temps de s'interroger. Il y a aussi ce prisonnier de guerre qui, après douze ans de captivité en Iran, se retrouve comme un étranger dans sa propre famille. Son fils a honte de lui : il préférerait que son père passe pour un martyr tombé au champ d'honneur. Toutes les valeurs de la société ont basculé. Les rencontres amoureuses sont placées sous le signe des guerres qui se succèdent comme le sifflement d'une balle. Pas d'avenir, pas de projet possible. Pas d'études à l'étranger. Pas de mariage. Des milliers de filles n'ont pas pu trouver d'époux parce que les garçons sont morts, et que ceux qui ont survécu n'ont plus assez d'argent pour fonder une famille ou ont émigré...

QUEL EST LE STATUT DE LA FEMME IRAKIENNE AUJOURD'HUI ? OU EN EST-ON SUR LE PLAN DE L'AUTONOMIE FINAN-

CIÈRE, DU TRAVAIL, DE LA POLYGAMIE, DU PORT DU VOILE ?

Dans l'islam, les femmes ont toujours eu la libre disposition de leurs biens. Quand je suis arrivée à Paris, il y a dix-huit ans, et qu'on m'a demandé l'autorisation de mon mari pour ouvrir un compte bancaire (c'était encore nécessaire à l'époque), j'ai été très choquée. Chez nous, il n'y avait aucune restriction de ce genre ! L'émancipation féminine a débuté très tôt en Irak. Traditionnellement, la société irakienne est une société multiculturelle, multiraciale, multiconfessionnelle. Au début du XXe siècle, des écoles de filles s'y sont créées : initialement, c'étaient des écoles communautaires fréquentées par les élèves juives puis par les chrétiennes, mais, à partir des années 20, cet enseignement s'est élargi aux filles musulmanes, du moins dans les couches aisées. Dès le début du siècle, des femmes ont occupé des postes de responsabilités : dans les années 30, Badiya Afnane représentait l'Irak à la Société des nations. Dans les années 40, Sabiha Sheikh Daoud a été la première musulmane à entrer à l'université : elle suivait les cours en abaya (la mante traditionnelle), dans une sorte de loge spécialement installée pour elle. Quand ses professeurs abordaient des sujets qu'ils jugeaient délicats

naam s'explique sur son Irak

8

qui a peur de la paix ?

Les bouchers du monde se réunissent

NON AU G8 DE LA GUERRE

Retrait immédiat des troupes du Golfe

1^{er} JUIN

Manifestation internationale à **ÉVIAN**

● Départ pour le weekend ●
du 31 mai et 1^{er} juin

Pour réserver des places se car contactez-nous

BUSH SCHROEDER BERLUSCONI CHIRAC KOIZUMI BLAIR

STOPPONS LA GUERRE

www.agircontrelaguerre.free.fr

pour des oreilles féminines (les crimes sexuels ou des problèmes de médecine légale), ils lui enjoignaient de quitter la salle, mais elle s'y refusait. Elle est devenue la première femme juge irakienne. En 1959, nous avons eu la première femme ministre : le Dr Naziha Aldulaimi, qui a eu le courage de proposer une loi égalisant l'héritage entre filles et garçons. Chez les chiïtes (qui suivent la doctrine «jaafari»), les droits des uns et des autres sont égaux en la matière. En revanche, dans la législation sunnite, on considère que, comme les femmes sont normalement entretenues par les hommes et n'ont donc pas charge d'âmes, il est normal que leur droit à héritage soit moitié moindre. Le Dr Naziha Aldulaimi a payé cher cette tentative de réforme.

CAR CETTE RÉFORME ÉGALITAIRE A ÉCHOUÉ ?

En effet. Le projet de loi a été repoussé et le Dr Aldulaimi a dû quitter le gouvernement et le pays. Elle est toujours en exil. Mais l'émancipation féminine s'est poursuivie sur d'autres plans, notamment au début des années 70. Le régime, alors, a essayé de lutter contre la polygamie et a lancé un programme de scolarisation qui incluait les femmes : on a vu des mères et des grands-mères aller, à six heures du soir, apprendre à lire et à

naam s'explique sur son Irak

9

écrire. Cela faisait plaisir à voir parce qu'elles étaient pleines d'enthousiasme et qu'elles avaient l'impression qu'on leur ouvrait une fenêtre. Ça a duré... cinq ans. Ensuite, il y a eu la première guerre du Golfe (le conflit Iran-Irak 1980-1988, ndlr) et ses conséquences désastreuses. Devant les coûts humains et sociaux du conflit, le régime s'est mis à encourager les hommes à épouser les veuves des martyrs de la guerre, et l'Union générale des femmes irakiennes - vitrine féminine du pouvoir - a exhorté les femmes à accepter l'élargissement de leur couple à une deuxième épouse. La polygamie, qui n'existait plus qu'à la campagne, est revenue en force, même dans les villes.

DANS VOTRE LIVRE, VOUS ÉVOQUEZ AUSSI L'OBLIGATION, POUR LES FEMMES, D'ÊTRE ACCOMPAGNÉES PAR UN HOMME DE LEUR FAMILLE SI ELLES VEULENT VOYAGER.

Si elles ne sont pas en compagnie de leur mari, elles doivent être accompagnées d'un mahram : un père, un oncle, un parent âgé, enfin quelqu'un qui ne leur est pas juridiquement variable. En Irak, jusque dans les années 90, cette règle n'était pas pratiquée. Mais quand la classe moyenne s'est effondrée, le régime a voulu éviter que des Irakiennes exercent à l'étranger des métiers peu honorables

pour la réputation nationale. Du coup, il a rendu le mahram obligatoire pour toutes les Irakiennes de moins de 50 ans. Cela fait partie d'un mouvement général de régression, dont le port du voile est le plus visible. On ne peut pas dire qu'il ait été imposé par le gouvernement. Mais si les jeunes filles qui portaient le voile (à ne pas confondre avec l'abaya) étaient minoritaires il y a vingt ans, maintenant elles sont majoritaires. Dans les années 70, quand j'étais étudiante, je me souviens que les filles des milieux conservateurs qui étudiaient avec nous arrivaient en abaya, le matin, et l'ôtaient en descendant du bus pour la plier dans leur sac en pénétrant dans l'université. Ces dernières années, même la présidente de l'Union des femmes irakiennes se montrait voilée lors de ses apparitions publiques, alors qu'elle ne l'était pas naguère. Il y a à ça des raisons complexes : l'Irak, pas plus que les autres pays arabes, n'est épargné par la montée du fondamentalisme. Mais, le régime ayant interdit les partis islamistes, le voile est également un acte de résistance. Et puis, parfois, c'est tout simplement une commodité d'ordre économique : comme il est devenu très onéreux et presque impossible de s'habiller convenablement et de se maquiller, le voile est aussi un cache-misère. Reste que pour moi, pour quelqu'un de ma

génération, voir ces jeunes filles qui revendiquent le voile c'est déroutant. Penser que le XXe siècle aura vu les grands-mères porter l'abaya, les filles sortir tête nue et les petites filles se voiler !

ALORS QUE, POUR VOUS, LES ANNÉES 70 SEMBLAIENT PORTEUSES DE TOUTES LES PROMESSES?

Ce régime qui s'est si mal terminé avait bien commencé. J'aimerais pouvoir fonder une petite revue qui rappelle ce qu'était l'Irak d'alors : un pays plein d'espoir, très agréable à vivre... Les années 70 ont vu l'avènement au pouvoir d'une coalition populaire regroupant les communistes, les Kurdes et le parti Baas. C'est dans cette période que l'Irak est devenu très riche, après la nationalisation du pétrole en 1972 : tous ces millions utiles, disponibles pour les universités, les hôpitaux, la sécurité sociale ! L'Irak avait toutes les chances de devenir un pays phare. Mais, très vite, les communistes ont été chassés, et puis les Kurdes, et l'atmosphère a été empoisonnée. Rien que pour posséder une machine à écrire (susceptible de servir à la rédaction de tracts !), il fallait une autorisation gouvernementale, renouvelable tous les ans. Pourtant, dans les premières années, il y a eu des avancées sociales importantes, notamment sur le plan de l'enseignement. Dans

naam s'explique sur son Irak

les écoles publiques, le ministère de l'Education fournissait non seulement les livres et tout le matériel scolaire, mais aussi du lait, des biscuits et de la nourriture aux enfants. Les transports publics fonctionnaient bien : il y avait des autobus de très bonne qualité, importés de Hongrie, qui avaient succédé aux double deckers hérités des Anglais. Les zones rurales ont bénéficié d'un vrai développement, les congélateurs et les télévisions sont entrés dans les maisons paysannes. La vie intellectuelle et artistique était encouragée : nous avions un grand orchestre symphonique, un ballet. La peinture et la poésie étaient florissantes. Mais tout cela a été détourné à la gloire du régime. Les guerres et l'embargo ont ruiné la classe moyenne. Dans les écoles, il n'y a plus rien. On ne peut plus compter sur les transports publics, on ne sait jamais à quelle heure un bus passera ni s'il passera. Une course de taxi, là-bas, ne vaut que 10 centimes, mais pour un Irakien, acculé à cumuler deux ou trois emplois pour survivre, cette somme est devenue hors de prix. Un professeur d'université gagne 5 à 10 euros mensuels pour nourrir une famille. Beaucoup de femmes ont renoncé à sortir travailler, parce que ça leur rapportait moins que les frais d'habillement et de transport. Progressivement, on a cessé d'envoyer

les filles à l'école, puis on a mis les garçons au travail à partir de 8 ans. Même dans les classes aisées, des gens ont dû renoncer à faire suivre des études universitaires à leurs enfants. Une journaliste de mes amis m'a raconté avoir dû marier sa fille de 17 ans - une bouche de moins à nourrir. Cette amie s'est surprise à battre son petit-fils qui taillait trop allègrement son crayon : même les crayons sont devenus une denrée rare, précieuse, à faire durer au moins deux mois, parce que l'embargo frappait le graphite prétendument susceptible de servir à l'armement... Les instituteurs se sont mis à demander aux familles qu'elles leur fournissent des denrées comestibles. Les enseignants ont commencé à toucher de l'argent pour "améliorer" les notes obtenues par les étudiants. La romancière Hayat Sharara, qui était elle-même une brillante professeur d'université, a raconté cette dissolution des idéaux et des valeurs morales dans les difficultés pécuniaires, la peur de la délation, l'arbitraire d'un climat cauche mardesque. Alors que la plupart des gens n'avaient plus que du riz et des féculés à manger, le régime a institué l'obligation pour tous les fonctionnaires de rester minces, sous peine de sanctions, et a organisé des pesées générales tous les six mois... Elle a choisi de payer ce roman de sa vie, en se suicidant avant

sa parution à l'étranger.

En Irak, il faut comprendre qu'il n'y avait pratiquement pas d'alternative. Un seul éditeur, l'Etat, une seule presse, celle des journaux officiels (trois), une seule télévision, étatique. Je suis indignée quand j'entends les gens, d'ici, bien à l'abri dans l'exil, condamner les artistes et les intellectuels, hommes ou femmes, qui ont continué à travailler sous Saddam en les traitant de collabos et de vendus. Ils n'ont tout simplement pas eu d'autres moyens de continuer à vivre. On ne peut pas être tout un peuple en exil.

COMMENT VOYEZ-VOUS LES IMAGES ENVOYÉES PAR LA TÉLÉVISION ?

J'ai peur que les temps les plus difficiles soient à venir. Quand je vois ces scènes de pillage diffusées par la télévision, je ne reconnais pas les Irakiens. Le pire crime de la dictature associée à un embargo aveugle a été de briser la dignité de mon peuple. Mais j'espère que ce char américain que j'ai vu entrer sous la fresque du Monument de la Liberté sera bientôt chassé des terres irakiennes.

Par Ange-Dominique BOUZET
et Béatrice VALLAEYS
Samedi 19 avril 2003

Hamma Hammami : Bagdad ou les raisons de la chute



HAMMA HAMMAMI EST LE PORTE PAROLE DU PARTI COMMUNISTE DES OUVRIERS EN TUNISIE

La chute de Bagdad entre les mains de la coalition Américano-britannique a créé un profond sentiment d'amertume, parmi les franges les plus larges du peuple tunisien et des peuples arabes en général. Ce sentiment n'émane pas seulement de la défaite militaire, mais aussi de la façon humiliante dont celle-ci s'est produite. Bagdad est tombée presque sans résistance. Le régime s'est effondré tel un château de cartes. Ceci a perturbé les masses les laissant en proie au désespoir et à l'abattement, renvoyant leur mémoire collective en une vitesse record aux défaites successives particulièrement La Nakba de 1948 et la naksa de 1967. Si l'étonnement populaire vis à vis de ce qui s'est produit est compréhensible, il n'en demeure pas moins qu'il est indispensable de garder la vigilance pour que ce sentiment d'abattement temporaire ne se transforme pas en un état psychologique permanent ou une mentalité défaitiste enraciné dans la personne arabe.

C'est justement ce que les forces impérialistes et sionistes mondiales ainsi que les régimes rétrogrades arabes tentent d'enraciner. Cette union désastreuse sait que la pire défaite est la défaite psychologique, que les peuples qui perdent confiance en eux mêmes, vaincus par un sentiment d'impuissance deviennent plus susceptibles d'être occupés et plus exposés à la domination étrangère. Pour cette raison, il n'est pas étrange que le discours de la coalition s'articule autour de cette même idée, même si elle est évoquée en d'autres termes : Grosso Modo, les arabes n'ont pas la force d'affronter les états unis et Israël. C'est sur

cette base là que s'effectue la tentative d'éliminer militairement tout phénomène renvoyant à la lutte arabe (résistance palestinienne, libanaise). Si l'intérêt impérialiste et sioniste est dans le renforcement de sa domination des pays arabes, l'intérêt des régimes arabes rétrogrades et complices réside quant à lui dans leur maintien à la tête du pouvoir de leur pays. En vue de toutes ces raisons, les forces progressistes des différents pays arabes sont invitées à aider leurs peuples à dépasser l'état d'abattement que la chute de Bagdad a généré. Les forces progressistes devraient s'appliquer à expliquer les véritables raisons de cette chute, et s'élever de la conscience de leurs peuples pour qu'ils puissent enfin disposer de leur sort. Dans ce cadre, il s'avère indispensable de démontrer la responsabilité des régimes arabes dans l'humiliation nationale et dans le sous développement global. L'impérialisme avec à son sommet les états unis se nourrit de la haine, de la domination et de l'extensionnisme exactement comme le sionisme, nous ne pouvons donc, rien espérer de leur part. Par contre, il ne peuvent accéder à leur but que si les pays arabes leur préparaient le terrain par la faiblesse et l'abattement. La coalition américano-britannique n'aurait jamais réussi à occuper l'Irak sans la complicité des régimes arabes. Elle n'aurait jamais pu atteindre son objectif si l'Irak n'était pas aussi affaibli par un régime totalitaire qui avait dépourvu le peuple de tous les moyens lui permettant de résister et de lutter. Il n'existait aucune organisation politique, syndicale, culturelle ou populaire qui représente le peuple, qui puisse, en cas de besoin, encadrer la popula-

tion et organiser la lutte contre l'occupation. La force de l'appareil militaire américain peut expliquer sa victoire sur l'armée irakienne, mais ne peut en aucun cas expliquer la chute de Bagdad sans résistance. Il suffit de rappeler à cet effet la lutte de Beyrouth face à l'invasion sioniste en 1982 pour comprendre à quel point il est important de donner au peuple l'occasion de s'organiser et de travailler librement (même si cette liberté était relative). Si l'on observe de près les défaites arabes ces dernières décennies, on réalise facilement la responsabilité indéniable de nos régimes. Ces derniers sont incapables d'assurer le développement économique clé de l'indépendance des peuples et de réaliser les changements démocratiques garantie de la souveraineté des pays. Ils sont de ce fait incapables à protéger leurs patries. Ceci est dû au fait que les régimes arabes ne sont pas issus d'une volonté populaire, et ne se soucient guère des préoccupations légitimes de leurs peuples. Ils sont de purs dictatures complices oeuvrant pour les intérêts de certaines familles ou de quelques individus. C'est ce qui explique leur complicité avec les forces impérialistes qui leur garantissent le maintien au pouvoir. Aujourd'hui, le devoir des peuples arabes n'est pas seulement de soutenir la résistance nationale irakienne face à l'occupation, mais également et surtout de prendre leur destin en main pour vaincre ces dictatures et ces régimes corrompus. Telle est la voie de la libération du joug de l'impérialisme et du sionisme. La voie de la liberté, de la justice et du développement. L'ouverture sur l'unité arabe tant espérée.

Traduit de l'arabe par Fouzia. M

Face à la répression menée par les Etats du Maghreb et parallèlement à ces actions, on a vu se développer des mouvements de revendications individuelles à travers les collectifs de familles de prisonniers ou de “disparus”. Ils se sont constitués au Maroc, après les vagues d’arrestations du courant marxiste-léniniste entre 1974 et 1977 ou après les émeutes de 1981 et 1984. Ils ont été suivis de collectifs des familles des centaines de “disparus” marocains ou sahraoui, et plus récemment, en 1998, en Algérie, date à partir de laquelle des centaines de femmes se rassemblent tous les mercredis à Alger et dans plusieurs autres villes pour exiger la vérité sur le sort de leurs enfants “disparus”, après avoir été enlevés par les forces de sécurité de leur domicile, sur leur lieu de travail ou dans la rue. En Tunisie, ils sont près d’un millier de prisonniers politiques dans les geôles de Ben Ali pour appartenance à un parti non reconnu, En Nahda.

Des centaines, voire des milliers de prisonniers, de disparus, ça fait des centaines, des milliers, de familles, plongées dans le désarroi, l’angoisse et l’attente. Soumises aux pressions et au harcèlement policier, arrêtées, parfois torturées parce que femmes de prison-

niers politiques, ou pour avoir reçu un soutien financier, qui passe pour soutien à organisation terroriste comme dans le cas des familles de détenus islamistes en Tunisie, elles sont en butte à des problèmes économiques.

A cela s’ajoutent les problèmes spécifiques aux épouses. Leur famille ou celle de leur mari a tendance à vouloir les prendre sous sa coupe, soit par affection, soit plus souvent pour la garder sous contrôle afin d’être sûr de la rendre “intacte” au mari après dix, quinze ou vingt ans de prison. Les formalités administratives se compliquent considérablement par le fait que la femme considérée comme éternelle mineure a besoin de l’autorisation de son mari pour de nombreux papiers, comme le passeport ou concernant les enfants, dont la famille veut garder le contrôle, influant à tout moment sur leur éducation. Elle doit également lutter pour garder son travail ou pour en obtenir un, seule garantie pour une certaine indépendance. Sans compter celles que l’on incite à divorcer, que la proposition vienne de la police, pour mieux isoler le prisonnier et le fragiliser en coupant ses liens affectifs, ou des voisins ou de la famille, surtout si ces épouses n’ont

pas d’enfant, tant est intériorisée l’idée qu’une femme ne peut se réaliser qu’en tant que mère. Ce qui peut, en partie, expliquer la combativité des mères de prisonniers, qui, pour beaucoup, ne se sont effectivement “réalisées” que par ce biais.

Ces familles font connaissance pendant les longues heures d’attente devant la prison le jour du couffin ou à la sortie des commissariats où elles sont venues chercher des renseignements et elles finissent par s’organiser pour tenter d’arracher leurs proches à cette prison inique, ou d’obtenir la vérité sur le sort de leurs disparus. Mouvement de femmes, ce n’est pas un mouvement féministe.

Leur mot d’ordre : libération des prisonniers politiques, retour des disparus. Mais c’est d’une façon bien spécifique qu’en tant que femmes, elles vivent l’arrestation d’un des leurs, réorganisent leur quotidien et envisagent la lutte.

• • •

Parmi elles, on peut citer Saida Douraidi, connue comme la “mère courage” du mouvement des familles de prisonniers politiques dont les deux fils ont fait des grèves de la faim. L'un d'entre eux, Boubker, en est mort, à 19 ans, en 1984. Ou encore Radhia Nasraoui et sa fille Nadia Hammami qui se sont battues, avec succès, pour que leur mari et père retrouve la liberté.

Cependant, au-delà de cette lutte pour les droits des prisonniers, et même si le mouvement des familles se tient à l'écart des autres lieux de luttes de femmes, c'est bien des droits des femmes en tant que femmes qu'il s'agit. Droit de s'opposer au pouvoir, de mettre l'Etat devant sa responsabilité de garant de la sécurité et de la vie de ses citoyens, et de dénoncer le silence des partis politiques au nom de l'intégrité territoriale, des valeurs démocratiques ou de la lutte contre le terrorisme. C'est ainsi que Khadija Rouissi, secrétaire générale du Forum Marocain pour la Vérité et la Justice, dont le frère a disparu depuis plus de 30 ans, a décidé de se mettre en grève de la faim pour exiger la réapparition de trois disparus, en janvier 2003. De la même façon, le collectif de familles

de disparus en Algérie a eu recours à une grève de la faim pendant la visite de Chirac à Alger, en avril dernier, pour obliger à mettre le dossier à l'ordre du jour.

Droit aussi de prendre leur vie en main, de décider de leurs actes, même parfois contre leurs maris, et, pour les plus jeunes, droit de vivre leur vie de femmes, y compris le droit à disposer de leur corps. Les peines étaient très longues au Maroc et la question de la liberté sexuelle est devenue un objet de débat, à l'intérieur et à l'extérieur de la prison. A la fin de 1981, quelques militants revendiquent le droit à avoir des relations sexuelles en prison avec leurs épouses.

Cela ne concerne que très peu puisque la majorité n'a pas de liens conjugaux, mais ils soutiennent l'action. Abdelfettah Fakihani, condamné à perpétuité, publie une feuille intitulée : *“De l'intérieur de la prison, je revendique mon droit à l'amour”*, ce qui déclenche un débat très vif et de nombreuses réponses analysant la question sexuelle dans ses dimensions humaines, psycholo-

giques, sociales et politiques, et surtout une interview de femmes de prisonniers intitulée : *“De l'extérieur de la prison, nous revendiquons notre droit à l'amour”*.

Elles entendent par là leurs rapports avec leurs maris mais aussi avec d'autres hommes. Certaines en parlent même à leurs maris lors des visites au parloir. Ainsi elles osent défendre leur droit à disposer de leur corps et donc à disposer d'elle-même en tant qu'individu. Elles défendent dans le même temps leur conception du couple en tant que contrat de liberté...

A partir de cet instant, ce qui n'était que la revendication d'une épouse à vivre avec son mari, modifie des rapports sociaux fondés sur la domination et la discrimination sexuelle. Par leur lutte, ces femmes, volontairement ou non, provoquent une re formulation des rôles qui peut aboutir à une re formulation du système dans son ensemble, ce que les pouvoirs autoritaires et masculins de ces sociétés ne peuvent admettre.

Femmes et discours religieux extrémistes

14

qui a peur des femmes?

Premier constat : plus les religions sont instrumentalisées par des groupes à des fins politiques, plus elles durcissent leur comportement envers les femmes. Aucune religion dans ce domaine n'a le monopole. Des Etats-Unis à l'Afghanistan en passant par les pays du Maghreb, les mêmes causes produisent partout les mêmes effets : l'intégrisme religieux va de pair avec le machisme. Les souffrances endurées par les femmes afghanes sont l'extrême pointe de l'horreur quotidienne vécue par beaucoup de celles qui composent "la moitié du ciel".

Une jeune Afghane, membre de l'association RAWA (Révolutionnary Association of the Women of Afghanistan), a témoigné de l'horreur subie par les femmes au nom de Dieu : viols, séquestrations, manque de soins et d'éducation. Elle a d'ailleurs donné une conférence de presse qui a réuni de très nombreux journalistes, et au cours de laquelle elle a évoqué l'action sociale de Rawa et la difficile lutte que mènent les militantes pour informer, soigner, éduquer. L'une d'entre elles a été assassinée par les Talibans.

Deuxième constat : les discours des prêcheurs qui foisonnent un peu partout, sur nos marchés comme sur ceux du Vieux Continent, sont souvent le reflet de la haine que por-

tent les intégristes musulmans à l'égard des femmes.

En voici quelques extraits diffusés par le CIOFEM : *"on ne peut prétendre à l'égalité des sexes car les femmes manquent de raison et de religion"...* *"la science a démontré que le cerveau masculin pèse en moyenne 100 gr de plus que le cerveau féminin"...* Certains manuels scolaires entérinent hélas ce tissu de bêtises qui alimente le discours intégriste en abaissant les femmes plus bas que terre.

Troisième constat : l'intégrisme qui se développe dans les cités européennes est en pleine expansion. Exporté par des imams peu scrupuleux, il est d'autant plus nocif qu'il s'adresse le plus souvent à une jeunesse désorientée, qui cherche une identité dans la foi et qui ne trouve que haine et rejet de l'autre. Une députée de l'Assemblée européenne, Alima Boumediene, a d'ailleurs souligné combien il était urgent de former des imams compétents. Elle a également souligné que l'immigration maghrébine s'est largement féminisée en Europe depuis les années 80 : *"il ne s'agit pas de l'enfermer dans des schémas réducteurs"*, a-t-elle dit en substance. Pour elle, la laïcité est "une valeur de construction de la République". Il n'est donc pas impossible de penser la laïcité en terre musulmane, car "la laïcité ne se construit pas contre les reli-

gions, mais avec elles".

De plus, "le droit international existe, il faut l'utiliser" pour aider les femmes à accéder à l'égalité des droits, car "les droits humains ne sont ni entamables ni négociables" pour les deux sexes.

Une autre intervenante, Françoise Kayser, membre du bureau de l'association Femmes contre les intégrismes, est revenue sur le danger que représentent les discours intégristes qui fleurissent en France – "un discours relayé par des pratiques discriminantes pour les femmes" avant d'expliquer comment les codes de statut personnel pouvaient s'exporter, via des conventions bilatérales entre la France et les pays du Maghreb. Autrement dit, il arrive que des femmes issues de l'immigration soient soumises malgré elles aux codes de leurs pays d'origine, sur le sol français et dans différents pays de l'Union européenne. Un guide édité par l'association donne tous les conseils nécessaires pour éviter de tomber dans ce piège. Mais il reste beaucoup à faire, en Europe comme au Maghreb, pour briser le mur du silence qui condamne les femmes, voire de très jeunes-filles, à des mariages forcés, à des répudiations, etc..

Quatrième constat : *“la modernité n'est pas incompatible avec la religion”*, a souligné Soheib Bencheik, grand mufti de Marseille. *A condition*, dit-il, *de “désacraliser le fikh”*. *En effet, il a été conçu pour un siècle et une société qui ne sont plus les nôtres. “Le Coran, ajoute-t-il, passe aujourd’hui nécessairement par une intelligence marquée par le souci de son époque”*.

Pour éclairer son discours, Soheib Bencheik donne cet exemple : *“il est conseillé aux enfants d'apprendre l'équitation, la natation et le tir à l'arc”*. Qui peut suivre ce conseil aujourd'hui, hormis quelques privilégiés ? Il faut transposer ce conseil à notre époque, et apprendre, comme il le fait lui-même avec sa fille, l'informatique et les langues vivantes.

Hubert Hannoun, un universitaire d'origine juive, né en Algérie, a souligné combien il lui était facile de transposer le discours de Soheib Bencheik à propos de la religion hébraïque. La Torah, pas plus que le Coran, ne peut être interprétée comme “une compilation de sentences” comme veulent le faire croire les intégristes juifs.

“Il faut consolider une interprétation neuve, une herméneutique de

l'Islam, et en finir avec des versets sortis de leur contexte” a remarqué pour sa part le chercheur universitaire tunisien, Abdelmajid Chorfi. Il a insisté sur l'idée qu'il faut “dégager l'interprétation du message prophétique des couches accumulées à travers les siècles”. Cela peut se faire avec l'appui de tous car le discours islamiste n'a pas de plate-forme théorique solide. “L'Islam a besoin non seulement d'interprétations neuves, mais d'un corpus théorique pour lui permettre d'évoluer avec son temps”.

Idriss Hammadi, auteur de plusieurs ouvrages sur l'Islam et docteur du Chariâa, a rappelé que l'Islam a pour objectif final la justice et l'équité : *“l'équité est la base d'interprétation du Coran”* dit-il. Ses propos ont été dernièrement repris en partie par les intégristes concernant le partage des biens accumulés au cours du mariage en cas de divorce alors qu'ils y étaient opposés. Mais ils sont encore loin de l'interprétation évolutive, basée sur l'équité et la levée de l'injustice.

Il reste beaucoup à faire en Europe comme au Maghreb, nous l'avons vu concernant l'intégrisme islamique, mais aussi dans tout l'Occident où les extrémistes des autres religions monothéistes sont actifs. Une chercheuse, Fiammetta Venner, a détaillé la condition qui est faite aux femmes dans les

milieux traditionalistes catholiques : *“l'ordre naturel selon ces milieux assigne aux hommes et aux femmes une hiérarchie” d'où elles sont “naturellement” exclues. Rappelons que la femme est sortie d'une côte de l'homme selon la tradition biblique ...L'homme n'a pas été tiré de la femme, mais la femme de l'homme ; l'homme n'a pas été créé pour la femme, mais la femme pour l'homme”*.

Une autre chercheuse française, Caroline Fourest, vient de publier un livre sur la droite religieuse protestante aux USA. Nous avons ainsi appris que ce mouvement très conservateur cherche à revenir sur les acquis des femmes (notamment en ce qui concerne l'avortement, celui-ci étant autorisé depuis 1973). Les activistes ne se contentent pas de diffuser leurs idées. Le meurtre d'un médecin gynécologue est à mettre sur leur compte. Ils ont aussi été attaqués à l'antrax quelque cent-vingt centres américains de planning familial ces dernières années. Là encore, on constate la proximité des discours des extrémistes des différentes religions, qui n'hésitent pas à passer aux actes, jusqu'aux meurtres de leurs adversaires.

*Synthèse des actes du colloque du CIOFEM
Casablanca 26/01/2002*

Fatna el Bouih : la résistance au féminin

Quand j'ai rencontré Fatna El Bouih la première fois, je n'ai pas osé l'approcher. Je ne m'étais pas encore remise de mes émotions, je venais de lire son livre une femme nommée Rachid. Il faut aussi avouer que l'on se sent très intimidée en présence d'une femme avec un parcours comme celui de Fatna.

C'était une très charmante et élégante femme que je voyais en face de moi. Comment ses tortionnaires ont-ils osé la dépouiller de son identité de femme et l'appeler Rachid?

Fatna El Bouih rejoint les figures emblématiques de la lutte au féminin des années de plomb au Maroc.

Née en 1955 à Ben Ahmed petit village à quelques kilomètres de Casablanca, elle s'est très vite distinguée des jeunes filles de son âge par son admission en 1971 au renommé lycée Chawqui à Casablanca.

C'est en étant lycéenne qu'elle est venue à la politique, en adhérant au syndicat national des élèves, syndicat clandestin dépendant de l'organisation du 23 mars.

Par cette adhésion, Fatna s'est inscrite dans ces mouvements lycéens qui faisaient des établissements scolaires un lieu privilégié de l'éducation civique et de la formation politique à l'époque.

La première arrestation que Fatna a connu en 1974, est quant à elle un signe qui ne peut en aucun être trompeur : l'état marocain veut à tout prix avorter ces mouvements, et avoir la main mise sur la jeunesse du pays.

Fatna a fini par être libérée compte tenu des manifestations lycéennes que son arrestation avaient suscitée.

Son bac en poche elle est partie faire des études de sociologie à l'université de Rabat, tout en continuant à participer à des commissions de travail au sein de l'organisation du 23 mars.

L'état répressif et son système policier omniprésent, ne pouvaient tolérer les activités d'une jeunesse avide de liberté et de démocratie.

L'arrestation intervient telle une foudre le 17 mai 1977. Avec son compagnon Fatna venait rendre visite à une amie, lorsqu'ils ont tous été sauvagement jetés à l'intérieur de la maison, puis emmenés au honteux Derb moulay cherif. Sept mois durant, Fatna et ses camarades filles ont été incarcérées dans un couloir minuscule, les yeux bandés, n'ayant le droit ni de parler ni de voir ni encore moins de chasser les poux qui avaient trouvé refuge en elles. Ce rituel était régulièrement rompu pour des interrogatoires et des séances de tortures selon les techniques de cruauté les plus sophistiquées : poulet, avion ...

Elles ont été transférées dans un premier temps à la prison de Rhbila, au lendemain du décès de Saida MNEBHI des suites de sa grève de la faim, elles ont même été placées dans la cellule où elle était incarcérée. Le transfert par la suite à la prison de Meknes était perçu comme un véritable luxe par ces jeunes femmes : elles avaient enfin un lit !!

Elles y ont vécu isolées des prisonnières du droit commun avec lesquelles elles n'avaient aucun contact. Latifa JBABDI une des camarades de Fatna a raconté dans un témoignage comment une des prisonnières de droit commun était partie effarée le jour où elle avait ouvert la porte de la cour sur elles. Les gardiennes avaient-paraît-il- tissé les histoires les plus inimaginables autour d'elles : Elles étaient de dangereux criminels qui n'avaient pas trouvé leur place dans les quartiers masculins, leur cellule était habitée par des djinn...

Cette détention a duré sans le moindre procès jusqu'à l'été 1979. Fatna a écopé de cinq ans de prison ferme pour atteinte à la sûreté de l'état.

La prison s'est elle aussi transformée en un terrain de lutte, et les grèves de la faim ont été un passage

obligé pour que ces jeunes femmes soient reconnues comme des détenues politiques, et pour qu'elles puissent bénéficier du droit de poursuivre leurs études. Fatna est sortie de prison le 23 mai 1982, avec une licence de sociologie en poche. Elle a réussi son insertion professionnelle en devenant enseignante.

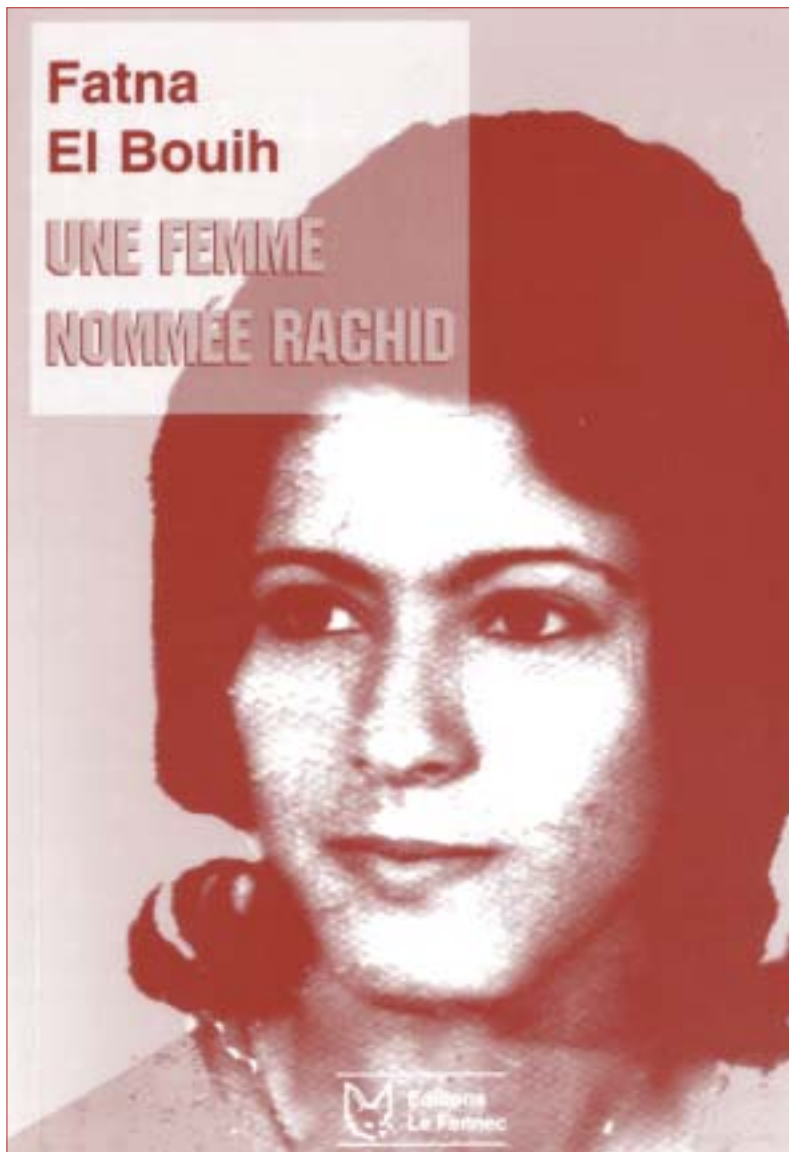
Aujourd'hui Fatna croit toujours en ses idées, et pratique pleinement son devoir de lutte.

De son expérience amère, elle puise l'essence d'une vie meilleure qu'elle tente de faire rayonner autour d'elle. C'est donc tout naturellement qu'elle agit à l'intérieur de l'institut national de solidarité avec les femmes en détresse (association fondée pour venir en aide aux jeunes mères célibataires). Son expérience de détenue lui a quant elle ouvert les yeux sur la réalité des prisons marocaines, ce qui l'a poussé à participer à la création de l'observatoire marocain des prisons.

Et quand on l'interroge sur l'avenir, Fatna affiche son plus beau sourire et répond : *"ça bouge de partout, j'ai confiance..."*

Fouzia.M

UNE FEMME NOMMÉE RACHID
FATNA EL BOUIH
EDITIONS LE FENNEC



Ce que SOS racisme veut, les médias le veulent

LA MARCHÉ DES FEMMES PORTÉE PAR SOS RACISME ET PAR LA MAISON DES POTES AU NIVEAU NATIONAL CONSTITUE UN CAS D'ÉCOLE CONCERNANT UNE SUREXPOSITION MÉDIATIQUE D'UN ÉVÉNEMENT, CONSTRUIT DANS LES PURES TRADITIONS DU MARKETING.

A l'origine de la marche des femmes, une initiative collective rassemblant des jeunes femmes proches de SOS Racisme oeuvrant pour une prise de conscience de la réalité et de la souffrance de la condition des jeunes filles ainsi que la prédominance du sexisme, notamment dans les quartiers populaires.

La condition des femmes est loin d'être réjouissante. Elles subissent plus que les hommes les différentes formes de précarité, elles ont beaucoup moins accès aux droits et subissent parfois violemment certaines formes de sexisme qui peuvent parfois conduire à des drames injustifiables. Pour toutes ces raisons, il y a nécessité de mener des actions

d'ampleur et concertées avec l'ensemble des personnes concernées (les jeunes filles et les jeunes garçons) et les acteurs institutionnels et associatifs, mais pas dans n'importe quelles conditions.

Malheureusement ces derniers mois, à l'occasion de cette marche des femmes, nous avons assisté à un montage médiatique d'un événement pensé et imaginé par une association parisienne (SOS Racisme et la Maison des Potes) complètement coupé des initiatives de terrain et de l'espace local. Cette marche des femmes nationale a sillonné la France sans qu'un travail de concertation avec les associations locales n'ait pu voir le jour.

C'était le triste cas de Strasbourg. Les jeunes filles dont on ne peut remettre en cause l'honnêteté de leur engagement accompagnées de leurs managers de SOS Racisme se sont rendues à Strasbourg pendant une

journée, ont fait leur conférence de presse et n'ont eu l'occasion de rencontrer qu'un nombre restreint d'habitants et d'habitantes des quartiers strasbourgeois.

Aucune association locale n'a été sollicitée comme un véritable partenaire pour organiser des rencontres de qualité où il aurait été possible de débattre librement de la complexité de la problématique.

Même la section strasbourgeoise de la Maison des Potes n'a pas eu son mot à dire aussi bien sur la forme que sur les objectifs de cette marche. Pas de travail de fond, pas de débat de fond, très peu de personnes les plus concernées présentes, une réflexion insuffisamment menée, une large part à l'affect et des tentatives à peine voilées de diffuser des amalgames et des stéréotypes tels que :

• • •

“Toutes les jeunes filles des cités sont des victimes de leurs frères, de leurs familles, de leurs pairs”

“Tous les jeunes garçons des cités sont des êtres machistes et sexistes, dès leur plus jeune âge”

“L'Islam est une religion dangereuse et archaïque”.

C'est ce que malheureusement on retiendra du manifeste “ni pute, ni soumise” et de la manière dont les actions ont été mises en place par SOS Racisme et la Maison des Potes au niveau national. Pour porter cette action, on a érigé en porte-drapeau des jeunes filles pleines de bonne volonté qu'on a instrumentalisées et cela, c'est inacceptable.

Ces pratiques associatives typiques à SOS Racisme rappellent cruellement la manière dont cette association avait récupéré la “Marche des beurs” de

1981 et 1984 et avait participé activement à l'instrumentalisation de ce mouvement par le pouvoir politique de l'époque.

Les conditions dans lesquelles cela s'est passé n'a pas empêché les médias de se rendre en masse à cette conférence de presse, notamment à Strasbourg et de surexposer médiatiquement un événement coupé de tout ancrage local. Les médias ont porté avec facilité cet événement alors que d'autres initiatives existantes depuis des années n'ont pu avoir l'écho médiatique.

Les raisons de ce traitement de l'information mériteraient que les écoles de journalisme s'interrogent sur ce qu'elles transmettent aux étudiants.

Un combat militant doit être mené pour arriver à l'égalité des droits et des femmes de toutes conditions sociales reposant sur un travail

de fond, en acceptant la diversité des sensibilités et avec le souci constant d'aborder cette problématique dans la complexité et l'objectivité qui s'imposent.

Des initiatives de ce type existant pourtant dans toute la France. Des personnes y travaillent depuis des années mais malheureusement pour elles leur langage et leur manière de travailler n'est pas conformes aux critères médiatiques affectionnant le simplisme, le voyeurisme et le fait divers.

Ces initiatives existent dans la réalité mais pas dans l'espace médiatique, ce qui n'est pas le cas de SOS Racisme.

*Sevrine Najar
Pour l'ATMF de Strasbourg*

Jénine - Blida



A peine arrivée les amis ont afflué pour nous saluer, à peine arrivés les enfants criaient aux quatre coins du camp : *“les français sont là ! Ils sont revenus !”*. Oui nous sommes revenus ; Malgré la joie des retrouvailles, il était difficile de ne pas voir la tristesse de leur regard ; c'était difficile à soutenir, à supporter. Etrange ce mélange de lassitude que chacun semblait étirer sans plus pouvoir finir et cette frénésie de reconstruire coûte que coûte ce que le colonisateur ne se lasse pas de détruire : le camp n'en finissait pas de retentir des coups de marteau qu'on assène comme autant de coup contre un destin trop injuste. Energie de détruire contre énergie à exister : laquelle est la plus forte ? Dites-moi que c'est toujours la plus juste.

Mais encore une fois nous avons décidé d'ignorer cette ambiance de désespoir, décidé de faire encore de Jénine un lieu d'invention des possibles et encore une fois nous l'avons fait. Créateurs de possibles, c'est ce que nous voulions être ensemble, avec eux, encore une fois. Qu'ensemble nous imaginions des possibles pour nous tous : nous pour eux, eux pour nous, eux pour eux, nous pour nous.

Que nous trouvions l'équilibre pour continuer cette marche sur ce fil de la vie devenue fragile, ce fil dont on sent à chaque étape parcourue qu'il pourrait se rompre à tout moment. Equilibre, équilibre vers le juste seul capable de maintenir notre humanité vivante. Et passeurs aussi. Passeurs de mots, passeurs de liens, passeurs de vie. J'aime ce mot de passeurs... il porte l'idée de légèreté, de quelque chose qui passerait sans s'arrêter mais qui vous laisse un peu vertigineux, un peu enchanté, un peu passager... Passer entre nous et eux,



entre ici et là-bas, entre hier et aujourd'hui, passeur maintenant. Passer pour Najet, pour Nassra, et pour d'autres.

Pour Najet, ce sera entre le camp de Jénine et Blida, avec arrêt à Tizi Ouzou, passeurs entre Palestine et Algérie, deux destins qu'on ne peut jamais s'empêcher de mettre ne parallèle. Najet, Fairouz, Abla, Ahlam, quatre sœurs qui vivent au camp de réfugiés de Jénine depuis 1998.

• • •



Un itinéraire qui commence et n'en finit pas avec l'exil. Elles ont quitté l'Algérie en 1996 pour la Palestine. Elles ont suivi leur père qui voulait retourner dans son pays ou plutôt à Jénine, dans le camp de réfugiés qu'il avait quitté dans les années 60 pour continuer ses études en Algérie et puis pour y travailler et puis pour s'y marier et puis pour y faire ses enfants. Tous sont nés et ont grandi dans cet autre pays de l'Exil. Il est finalement revenu dans le "refuge" de son premier exil, celui de 1948 : lui et

ses parents après avoir été expulsés de leur terre en 1948 se sont arrêtés à Jénine et y vivent depuis lors en tant que réfugiés. Le père est donc revenu suivi de sa femme et des ses enfants. Il est mort un an plus tard dans sa Palestine, dans la Palestine occupée. Quelque temps plus tard, la mère aussi est morte. Elle, elle est morte en exil : elle était Algérienne.

Curieuse histoire que celle de cette famille qui se renvoi l'exil comme destin. Et les sœurs ? elles en

crèvent de revoir l'Algérie et la famille maternelle. Aucune nouvelle depuis trois ans. Le numéro de téléphone a changé. Impossible d'y retourner car si elles quittent la Palestine, elles ne pourraient pas revenir. Elles sont sans papier. Et oui sans papier dans le pays de leur père car c'est Israël qui décide de qui a le droit d'être palestinien. Et aussi dans le pays de leur mère, l'Algérie.

Depuis quatre ans elles n'ont pas quitté le camp et vivent dans la peur d'être un jour expulsé vers la Jordanie comme leurs deux frères. Ces deux-là vivent désormais loin de leur femme et de leurs enfants ; L'Algérie et la Palestine leur sont désormais inaccessibles. Destin injuste, destin absurde. Alors nous avons décidé d'être passeur pour Najet et ses sœurs, d'être le lien entre la terre maternelle et de l'enfance et la terre occupée, interdite, la terre paternelle.

Fatima SISSANI
Avril 2003

Retour à Jenine



Avril 2003 - Nous voilà de retour, non pas en France ou bien sûr nous serons très vite “réinstallés” dans notre lutte de conscientisation de la société civile française au drame vécu par un tout un peuple qui n’est malheureusement plus le seul à être colonisé ; les palestiniens ne sont plus seuls ; les irakiens connaissent après la dictature, la colonisation ; la venue de gens intelligents, avertis qui vont leur dicter de bonnes règles démocratiques, leur donner un nouvel espoir de vie, formatée, surveillée, contrôlée, mondialisée.

• • •

De retour donc après notre mission de Juillet 2002 – mission des “possibles” à la rencontre des habitants du camp de Jénine. Habitants effondrés, détruits, comme les 280 maisons dont l’armée israélienne n’a laissé qu’un monceau de gravats au centre du camp.

Monceau de débris de vie que l’Unwra mettra 8 mois à évacuer faute d’autorisation de l’armée d’occupation : il fallait rappeler aux habitants du camp de Jénine qu’on ne provoque pas une puissante armée, que l’on ne résiste pas ; vous ne voulez pas vous soumettre alors regardez, chaque jour quand vous irez faire vos courses, s’il n’y a pas de pas de couvre-feu, quand vous irez à l’école ou à l’université si vos professeurs et instituteurs réussissent à passer nos check-points de plus en plus nombreux, de plus en plus hermétiques, regardez ce que nous pouvons faire de votre camp, de vos vies, un amas de poussière qui vous ressemblera un jour quand nous aurons créé notre “Grand Israël”.

De retour vers vous qui êtes devenus beaucoup plus que des habitants du camp de Jénine. Akram, Rahed, Nasra, Waafa, Brahim, Hanane, des amis accueillants, attentionnés et qui nous parlent, inlassablement, de ce peuple irakien, des pillages, des destructions, de cette armée américaine qui ressemble comme une sœur, une mère à l’armée israélienne....leur douleur est égale.

Saâdia SOUVETON



www.protection-palestine.org

AIDONS PACIFIQUEMENT...

LE RÉSEAU ATMF OUVRE UN COMPTE DE SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

Aidons pacifiquement nos amis palestiniens à rester debout, à résister, à croire que de par le monde, il y a encore des êtres qui s’attachent aux droits humains contre la loi de la jungle et du plus fort.

Envoyez vos dons par chèque, à l’ordre de :

*Trait d’Union ATMF Palestine
403, quartier du Val
14200 HEROUVILLE SAINT-CLAIR*

Ou par virement :

*FR76 1595 9021 2100 0210
6660 183*

Vos dons serviront en priorité à soutenir les familles de détenus, les villages qui souffrent des incursions des colons, et aux artistes palestiniens qui résistent...

PARCE QUE NOUS NE POUVONS PAS SUPPORTER L'HORREUR DEVENUE QUOTIDIENNE AU PROCHE -ORIENT. PARCE QUE QUELQUES INSTITUTIONS ET QUELQUES HOMMES PUBLICS MONOPOLISENT ABUSIVEMENT L'EXPRESSION DES FRANÇAIS JUIFS. PARCE QUE NOUS RASSEMBLE UNE CERTAINE IDÉE DE L'HUMANITÉ. PARCE QUE, DEVANT LES RÉPERCUSSIONS EN FRANCE DU CONFLIT DU PROCHE -ORIENT, LA RÉSURGENCE DE L'EXTRÊME DROITE ET LA RECRUESCENCE D'ACTES ANTISÉMITES , NOUS SOMMES AMENÉS À REVENDIQUER PUBLIQUEMENT LA PART JUIVE DE NOTRE IDENTITÉ PERSONNELLE .

NOUS AVONS DÉCIDÉ DE NOUS EXPRI-MER COLLECTIVEMENT.

Citoyennes et citoyens de la République française, nos conceptions philosophiques, nos opinions politiques , nos références culturelles , nos rapports à la religion sont divers.

Descendant(e)s de longues lignées d'hommes et de femmes persécuté(e)s, méprisé(e), banni(e)s, pourchassé(e)s depuis des siècles, nous

luttons contre toute forme de persécution, d'oppression, comme nombre de nos parents l'ont fait avant nous.

Nous sommes filles et fils de cette République française, qui, dès son origine, a accordé la citoyenneté aux juifs, nous nous réclamons de ses valeurs. La position de chacune et chacun d'entre nous face à l'héritage juif est diverse, mais le souvenir de l'extermination, la conviction qu'elle n'appartient à personne, qu'elle ne peut justifier aucun nationalisme nous font un devoir de parler comme nous le faisons .

Certains d'entre nous ont pour Israël un attachement particulier que d'autres ne partagent pas, d'autres récusent le principe même du projet sioniste.

Nous considérons cependant tous que, né dans les condi-

tions historiques laissées par les ruines du fascisme hitlérien , le peuple israélien a droit à un Etat aux frontières sûres et reconnues , dans le cadre des résolutions de l'ONU.

Mais nous n'autorisons ni l'Etat d'Israël ni les institutions qui, en France, prétendent représenter les citoyens juifs à parler en leur nom.

Nous nous révoltons contre l'oppression coloniale dont souffrent la Palestine et les Palestiniens du fait du gouvernement d'Israël.

Nous ne croyons pas que l'on combatte l'antisémitisme en laissant les Israéliens devenir un peuple d'opresseurs. Il n'y a paix et avenir pour le peuple israélien que dans une coexistence pacifique et loyale avec le peuple palestinien. Nous soutenons tous ceux qui, en Israël, en Palestine et ailleurs, oeuvrent courageusement pour la paix, pour la justice, pour l'égalité des

• • •

droits, contre la politique criminelle de Mr.Sharon.

Nous constatons la montée en puissance de l'idéologie de l'extrême droite israélienne au sein de forces politiques françaises. De nombreux démocrates, (parmi lesquels de nombreux juifs) sont victimes d'intimidations : ils se voient accusés d'antisémitisme au seul motif qu'ils combattent la politique menée par le gouvernement israélien ou réclament le respect par Israël des résolutions de l'ONU, des engagements pris à Oslo. Que cherche -t-on en pratiquant ces amalgames monstrueux? Que cherche -t-on en multipliant les agressions verbales et les menaces physiques contre ceux, juifs ou non, qui exercent leur responsabilité de citoyens en condamnant publiquement la politique israélienne actuelle?

Que cherche-t-on en donnant au judaïsme confisqué un visage repoussant?

Nous refusons le jeu de l'actuel gouvernement israélien, qui, pour renforcer son potentiel d'expansion, cherche à accroître l'immigration en Israël et s'accommode des résurgences de l'antisémitisme. L'antisémitisme d'aujourd'hui a certes ajouté une dimension à l'abject en qualifiant les atrocités nazies de "détail de l'histoire", mais certains d'entre nous pensent qu'à l'inverse, soutenir qu'il n'y a d'autre crime contre l'humanité que l'extermination des juifs par les nazis, c'est nourrir les sources même du négationnisme; nous ne réclamons aucun privilège pour les juifs en tant que victimes : nous nous dressons contre toute oppression.

La politique israélienne actuelle n'a certes pas pour but l'anéantissement physique du peuple palestinien, mais plusieurs d'entre nous se demandent si, prise dans son ensemble, ses inspirateurs et ses exécutants ne relèveraient pas de la Cour Pénale Internationale.

Quant aux attentats-suicide organisés par les groupes terroristes palestiniens contre les civils israéliens, ce ne sont pas seulement des actes monstrueux ; ceux qui les trament, envoyant à la mort de jeunes êtres en spéculant sur leur désespoir, sont à nos yeux, comme à ceux de nombreux dirigeants palestiniens, des ennemis et non des alliés dévoyés du rétablissement des droits du peuple palestinien.

• • •

Nous condamnons les forces palestiniennes opposées à l'existence d'Israël.

De même, notre solidarité avec le peuple palestinien ne nous entraînera jamais à la moindre collusion avec ceux dont la sollicitude pour la Palestine n'a comme ressort que la haine du juif.

Il reste que:

-le peuple palestinien a des droits imprescriptibles sur une terre occupée aujourd'hui par le plus surarmé des Etats du Proche-Orient;

-le peuple palestinien a le droit imprescriptible d'y fonder, dans les conditions garanties par la charte des Nations Unies l'Etat de son choix.

-le peuple palestinien a des droits

imprescriptibles sur la ville de Jérusalem, capitale à partager;

-le peuple palestinien a le droit de voir ses exilés et ses réfugiés choisir, dans des conditions à négocier entre un retour viable sur la terre de leurs ancêtres et une juste indemnisation.

Tout ce qui s'oppose à la réalisation de ces droits nourrit la guerre sans fin, les atrocités, la haine.

Parce Que le siècle a connu l'effondrement de systèmes violemment oppressifs, nous croyons possible et nécessaire l'établissement d'une paix juste et durable au Proche-Orient.

Devant la montée des menaces intégristes, chauvines, communautaristes, racistes et antisémites, devant les ingérences criminelles, antidémocra-

tiques, de la droite israélienne dans la société française, nous voulons faire entendre obstinément, la voix de Français juifs, ou d'origine juive, qui soutiennent les idéaux de démocratie, de liberté, d'universalité des droits humains et des droits des peuples.

Premiers signataires : Gilles Abramovici (M C Université ParisXI), Raymond Aubrac (Résistant), Eliane Benarrosh (Conseillère pédagogique), Elie Bessac (Assistant de production), Marc Bernheim (Physicien, dir.rech CNRS), Christine Birnbaum (Enseignante ParisXII), Jacques Brunschwag (Universitaire), Benny Casuto (Médecin), Gérard Chaouat (dir. Rech. CNRS), Maurice Cling (Prof. Univ. honoraire, matricule A5151 Auschwitz, Président-délégué de la FNDIRP), Gabriel Mokobodzki (Mathématicien, dir rech CNRS, fils de Binhem Pinkos mort à Auschwitz), Liliane Lelaidier-Marton (Fille de déportés non revenus), Stéphane Hessel (Ambassadeur de France), Annie Levi Cyferman, avocate (Militante de RAS L'FRONT), Roger Trugnan (Déporté résistant).

Liste complète des signataires sur le site : www.paixjusteauproche-orient.asso.fr <<http://www.paixjusteauproche-orient.asso.fr/>>

Positionnement de l'Union Générale des Etudiants de Palestine (GUPS)

CHANTAGE DE L'ANTISÉMITISME ASSEZ

On critique Israël non parce que 80% des israéliens sont juifs, mais parce qu'elle sème une politique d'apartheid contre le peuple palestinien, viole le droit international et commet des crimes de guerre depuis 55 ans.

Nous refusons et nous refuserons toujours la guerre de religions, sous quelque forme que ce soit, nous refusons le choc des civilisations. Nous nous opposerons à ceux qui attisent la haine et qui encouragent le communautarisme. Ce combat que nous menons est un combat pour la paix, nous le menons avec tous ceux qui croient en un autre monde régit par le droit, un monde plus juste sans se soucier de la religion ou de la nationalité de ceux qui le mènent avec nous.

Notre combat est international c'est celui de la justice contre toutes les formes d'occupation et d'oppression. Cette occupation que les palestiniens doivent subir et qu'ils essayent de combattre en invoquant le droit international, en demandant à la communauté internationale et aux opinions publics de briser le silence accablant qui permet à Israël de perpétrer ses crimes et de poursuivre son occupation. Certains voudraient faire perdurer ce silence en criant à l'antisémitisme à chaque critique adressée au gouvernement israélien.

Nous refusons toute forme de repli communautaire, nous condamnons tout acte irrespectueux envers une religion et nous appelons à la tolérance et au respect de l'autre et il est inacceptable d'instrumentaliser l'antisémitisme pour protéger le gouvernement israélien de toute critique.

Ceux qui accentuent les amalgames et qui font régner la confusion en assimilant judaïsme et sionisme ne font qu'accentuer les différends alors que nous appelons au

dialogue. Cette manipulation cible à évincer la question palestinienne du débat internationale et nous empêcher de manifester contre la politique israélienne.

Notre cause est une cause nationale et nous ne permettrons pas que qui que ce soit en fasse un combat religieux. Cette cause a déjà rassemblé des hommes et femmes de toutes les confessions. Nous continuerons à mener ce combat dans le respect de notre histoire.

Ceci est un appel à dépasser les frontières des religions et des nationalités pour mener cette lutte pour la paix, la justice et le règne du droit dans le monde mais c'est aussi un message à tous ceux qui veulent nous intimider et qui veulent nous réduire au silence, nous ne nous tairons pas car nous savons que notre lutte pour la liberté est légitime, et ceux qui tentent de défigurer notre lutte ne font pas partie de notre camp.

Le maghreb et ses droits de l'homme!

Quand je suis né, avant de commencer à marcher, les premiers sons se échappés de ma bouche, telle une chanson vive et gaie émanant des enfants du monde entier.

En commençant à grandir, on m'a obligé à tourner ma langue trois fois dans ma bouche avant de parler.

Et maintenant que j'ai grandi, on m'a bâillonné et on m'a privé de ma langue. Alors j'ai décidé de transcrire ces paroles qui brûlent en moi en mots.

Et devinez quoi ? on a confisqué mon encre et mes feuilles.

J'ai quand même décidé que ma voix s'élèvera un jour !!

Paroles de Fouzia .M

Au Maghreb les droits de l'Homme ont paraît-il leur propre définition.

Au Maroc, on torture les syndicalistes, on poursuit les journalistes. En Algérie, on arrête et maltraite les familles de disparus pour avoir osé

manifestar alors que Chirac faisait une visite officielle en Algérie. En Tunisie, Zouhair YAHYAOUÏ est toujours incarcéré pour avoir créé un site satirique, et des militants sont battus alors qu'il fêtaient la journée nationale de la torture.

LE DIRECTEUR DE PUBLICATION ALI LMRABET CONDAMNÉ À QUATRE ANS DE PRISON

LE 21 MAI, LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT A CONDAMNÉ POUR "OUTRAGE AU ROI" ALI LMRABET, DIRECTEUR DE PUBLICATION DES HEBDOMADAIRES DEMAIN MAGAZINE ET DOUMAN À QUATRE ANS DE PRISON FERME ET 20 000 DIRHAMS (ENVIRON 2 000 EUROS) D'AMENDE. LES HEBDOMADAIRES DEMAIN ET DOUMAN ONT DÉFINITIVEMENT ÉTÉ INTERDITS. LMRABET A ÉTÉ IMMÉDIATEMENT INCARCÉRÉ.

LE JOURNALISTE EST EN GRÈVE DE LA FAIM DEPUIS LE 6 MAI. CETTE GRÈVE CONSTITUAIT POUR LUI UN DERNIER RECOURS FACE AUX TRACASSERIES DONT IL FAIT L'OBJET.

A SON ENCONTRE ONT ÉTÉ FORMULÉES LES ACCUSATIONS SUIVANTES : OUTRAGE AU ROI, ATTEINTE AUX INSTITUTIONS SACRÉES DU PAYS ET À L'INTÉGRITÉ TERRITORIALE.

IL EST À RAPPELER QUE LMRABET EST POURSUIVI -ENTRE AUTRES- POUR AVOIR PUBLIÉ UNE INTERVIEW DE ABDELLAH ZAÂZAÂ OUVERTEMENT RÉPUBLICAIN ET UN ARTICLE SUR LE BUDGET DU PALAIS ROYAL.

A SON SIXIÈME JOUR DE GRÈVE DE LA FAIM, LA DÉTERMINATION DE LMRABET ÉTAIT LOIN D'ÊTRE ENTAMÉE. IL DÉCLARAIT DANS SA CHRONIQUE DE GRÉVISTE :

"C'EST DUR, MAIS IL FAUT QUE CE RÉGIME ET SES HOMMES SACHENT QUE NOUS NE SOMMES PAS LEURS SERVITEURS NI LEURS ESCLAVES ET QUE NOUS AVONS LE DROIT DE NOUS EXPRI-MER LIBREMENT ET DE PARLER DE TOUT. LA RÉPUBLIQUE, LA MONARCHIE, LE SAHARA, LE BUDGET DE LA LISTE CIVILE DU ROI, ET DE RIRE DE CES MAROCAINS QUI SE PROSTERNENT AU PASSAGE DU TRAIN ROYAL".

Le maghreb et ses droits de l'homme!

A lire absolument, de toute urgence :

"Dans cinq ans, il n'y aura plus de Coran : Un prisonnier tunisien témoigne", par Abdelwahab Sdiri, Préface de Danielle Mitterrand, présentation et traduction partielle par Luiza Toscano. Ed. Paris Méditerranée, Février 2003.

"Dans cinq ans il n'y aura plus de Coran" est un livre-témoignage de Abdelwahab Sdiri, sur la vie dans les prisons de Ben Ali. La force de ce témoignage réside dans le fait que c'est une victime qui parle, et qui est actuellement encore en prison. Abdelwahab Sdiri est un pseudonyme composé des prénom et nom de deux prisonniers politiques "à caractère spécial", morts sous le régime carcéral spécial dans les géoles de Ben Ali.

Le témoignage est l'ennemi de la dictature. Abdelwahab Sdiri l'a compris, au fond de sa cellule, mais il ne reste pas dans le bureau des pleurs. Il a réussi à avoir la force de prendre suffisamment de recul pour rendre compte objectivement de la condition carcérale. "Le régime tunisien est un ogre, un monstre masqué derrière l'hypocrisie et la falsification de la réalité". Mais notre écrivain prend du recul et de la hauteur en "s'efforçant de ne pas exagérer, ni d'enfler mon propos et de faire en sorte que tout ce que j'avance soit vérifiable". Et c'est là sa force : "Mon propos est d'informer le lecteur sur une terrible répression, celle du frère tunisien".

Le lecteur est présent dans l'esprit de Abdelwahab Sdiri, qui ouvre ainsi la voix à des milliers de victimes et de leurs proches à re-prendre la parole, que le régime pensait leur avoir confisquée. C'est aussi une stratégie de dépassement des souffrances et de travail sur la mémoire, en l'intégrant dans l'histoire, la culture, l'art : "Mon texte est une matière brute et une petite source d'information qui incitera peut être une production littéraire sur le calvaire du siècle en Tunisie".

Observations, réflexions, descriptions des rapports entre prisonniers et geôliers, mais surtout analyse du lexique du jargon pénitentiaire qui permet de construire une résistan-

ce sur la dérision face aux tortionnaires. Le livre fait aussi une analyse de l'entreprise "de destruction totale des prisonniers islamistes, par vengeance, pour écarter tout danger et pour en faire un exemple". Mais aussi une analyse du temps carcéral et de la philosophie qui permet de positiver, de surmonter, de résister et de vivre plus intensément.

Abdelwahab Sdiri retourne le procès d'intolérance contre le régime et son administration pénitentiaire. Il accuse, preuve à l'appui, le directeur de la prison de Sfax, "le maudit Adel Abdelhamid", d'avoir interdit le Coran dans les prisons. Et l'affirmation profane, d'une prophétie ridicule, qui lui fait dire : "dans cinq ans, il n'y aura plus de Coran !", comme si on pouvait barrer d'un trait de plume des convictions humaines.

Danielle Mitterrand ne s'est pas trompée d'analyse lorsqu'elle dénonce, dans la préface du livre, "le modèle de stabilité politique et de paix civile" de ce "bon élève" qu'est la Tunisie. Avant d'avancer : "La moindre critique n'est tolérée : et malgré les apparences ce n'est pas le pays des matins calmes". "La répression reprend et s'exacerbe sous le régime de Ben Ali" : "Le quadrillage et la mise sous surveillance de 9 millions de citoyens. Désormais, toute contestation politique, toute critique au régime est criminalisée". Dans ce contexte, la Président de la Fondation France Libertés prend la responsabilité de préfacier "ce livre exceptionnel", tout en soulignant que rien ne légitime qu'on torture des êtres humains "quelques soient leurs opinions politiques ou leur foi".

Fiche de lecture réalisée par www.reveiltunisien.org

Le foulard islamique : L'arbre qui cache la forêt !

Depuis 1989, l'affaire du foulard dit "islamique" revient régulièrement au devant de la scène, au gré des manipulations politiques aussi bien de l'extrême droite, que des obscurantistes qui se servent de l'Islam pour des considérations qui n'ont rien à voir avec la pratique religieuse.

La gauche au pouvoir ne sachant pas par quel bout prendre le problème s'est installée dans une position laïcarde, favorisant ainsi la fixation autour de cette question devenue une question centrale de société !!

La droite arrivée au pouvoir depuis Avril 2002 a bien compris l'intérêt politique qu'elle peut en tirer en agitant le torchon rouge du foulard. Le ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy excelle dans cet exercice . Il a sciemment mis l'accent sur cette ques-

tion afin de faire passer d'autres projets plus dangereux. Son projet présenté le 30 avril dernier devant le Conseil des ministres sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers est un retour pur et simple aux lois répressives de Pasqua et Debré. Sarkozy ne peut être plus clair quand il déclare : *"Il y a, parmi les immigrés, ceux qui ont vocation à s'intégrer et ceux qui n'ont pas à être acceptés"*.

A titre d'exemple :

- La durée de rétention en vue de l'éloignement d'un étranger est prolongée de 32 jours. Cette durée pourra être renouvelable de 72 heures trois fois, et de 15 jours si l'étranger refuse l'embarquement.

- Les visas de tourisme pour l'entrée sur le territoire pour les extra-commu-

nautaires comporteront désormais les empreintes digitales, qui seront saisis et mémorisés par les consulats et les ambassades. Un relevé d'empreintes, avec constitution d'un fichier, sera pratiqué aux contrôles aux frontières.

- Les maires pourront refuser de délivrer toute attestation d'hébergement pour des séjours familiaux. Ils pourront aussi surseoir à la célébration d'un mariage d'un étranger avec un(e) français.

- Les délais d'obtention de la carte de séjour pour les étrangers possédant un titre temporaire d'un an sont allongés et passent de 3 ans de résidence régulière à 5 ans. Ce titre ne sera délivré que si l'étranger fait preuve de son "intégration dans la société française"!

Le foulard islamique : L'arbre qui cache la forêt !

- La délivrance automatique d'une carte de résident de plein droit pour les étrangers entrés au titre du regroupement familial disparaît ! Désormais, c'est seulement au bout de 5 ans qu'ils pourront y prétendre, à condition de présenter une intégration "suffisante" ! Voilà ce que nous mijote notre "sympathique" ministre de l'intérieur !

La guerre du golfe a été pour lui non seulement une bonne occasion pour préparer des projets de loi scélérates, mais aussi le moment opportun d'organiser des charters d'immigrés reconduits, sans que cela n'ait pu émouvoir personne.

Parallèlement à cela, nous avons droit à un discours démagogique sur le port du foulard et l'intégration des immigrés !

Le port du foulard n'est qu'un épiphénomène mis en avant pour des considérations idéologiques et politiciennes, pour cacher l'essentiel : la régression des libertés.

*Pour l'ATMF
Abdallah ZNIBER*

LETTRE OUVERTE DE YOUNÈS AJARRAÏ MEMBRE DU BUREAU NATIONAL DE L'ATMF À MONSIEUR LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

"MONSIEUR LE LITTLE BIG MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES;

AINSI DONC, VOUS PROCLAMEZ AU NOM DE LA FRANCE QUE CELLE-CI S'EST DOTÉE D'UN CONSEIL FRANÇAIS DU CULTE MUSULMAN. VOUS JUBILEZ DANS TOUS LES MÉDIAS, COMPLICES CONSENTANTS, EN AFFIRMANANT AVOIR RÉUSSI À "ORGANISER L'ISLAM DE FRANCE".

PERMETTEZ-MOI D'EN DOUTER.

PERMETTEZ-MOI DE VOUS RAPPELER QUELQUES VÉRITÉS QUE VOUS TAISEZ SCIEMMENT ET QUI M'AMÈNENT À VOUS DIRE QUE JE NE ME RECONNAIS NI DANS VOTRE DÉMARCHE, NI DANS LA REPRÉSENTATIVITÉ DE VOTRE CONSEIL FANTOCHE :

Pas en mon nom !

32

le foulard quicache la foret

• EN TANT QUE MUSULMAN, JE VOUS ACCUSE D'AVOIR IGNORÉ MA SENSIBILITÉ QUI CONSIDÈRE QU'ÊTRE MUSULMAN C'EST D'ABORD UNE ÉDUCATION, UNE CULTURE. COMME LA MAJORITÉ DE MES CORELIGIONNAIRES, JE NE SUIS PAS PRATIQUANT. COMME LA MAJORITÉ DE MES CONCITOYENS, CATHOLIQUES, PROTESTANTS, JUIFS OU AUTRES, POURTANT, JE REVENDIQUE MON ISLAMITÉ PARMIS TANT D'AUTRES IDENTITÉS.

• EN TANT QUE MILITANT ASSOCIATIF, LAÏC ET MODERNISTE, JE VOUS ACCUSE D'AVOIR ORCHESTRÉ L'ÉVICTION, QUE DIS-JE ?, L'EXCLUSION DE TOUTES LES ASSOCIATIONS DE MUSULMANS LAÏQUES ET MODERNISTES AU PROFIT EXCLUSIF DES PRÊCHEURS DES MOSQUÉES. PIRE, JE VOUS SOUPÇONNE DE VOULOIR DONNER DES MUSULMANS DE FRANCE L'IMAGE D'UN GROUPE HOMOGENE, SOUDÉ, MU PAR LES MÊMES INTÉRÊTS, DE PRÉFÉRENCE PASSÉISTES

ET RÉACTIONNAIRES. VOUS CONFIRMEZ CE FAISANT LES FANTASMES POPULISTES AU DÉTRIMENT DE LA RÉALITÉ MULTIFORME DES MUSULMANS DE CE PAYS.

• EN TANT QUE CITOYEN FRANÇAIS, JE VOUS ACCUSE D'AVOIR TRAITÉ LA COMPOSITION DE VOTRE CONSEIL EN PRIVILÉGIANT LES ÉQUILIBRES ENTRE LES ASSOCIATIONS-ÉCURIES DES GOUVERNEMENTS DES PAYS D'ORIGINE ET EN IGNORANT L'INTÉRÊT DE MES CONCITOYENS; C'EST-À-DIRE LA MAJORITÉ DES FRANÇAIS MUSULMANS NÉS ICI, AYANT FRÉQUENTÉ L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE ET AYANT PEU OU PAS DE LIENS AVEC LES PAYS D'ORIGINE DE LEURS PARENTS. EN CELA, VOTRE CONSEIL EST TOURNÉ VERS LE PASSÉ ET NON VERS L'AVENIR, ET VOUS EN APPRÉCIEZ L'ILLÉGITIMITÉ À L'AUNE DE L'ABSTENTION LE JOUR OÙ TOUT LE MONDE POURRA VOTER POUR LA DÉSIGNATION DE SES MEMBRES.

• EN TANT QUE DÉMOCRATE, JE VOUS ACCUSE D'AVOIR MALMENÉ LA DÉMOCRATIE PAR VOTRE MODE DE SCRUTIN ALAMBICQUÉ, PAR VOTRE COLLÈGE ÉLECTORAL EXCLUANT, PAR LA PRÉSENCE DANS VOTRE CONSEIL DE MEMBRES IMPOSÉS PAR VOUS-MÊMES ET VOS COMPLICES (COOPTÉS FAIT MEILLEUR GENRE, N'EST-CE PAS?) ET PAR VOTRE SIMULACRE D'ÉLECTION À LA MODE BANANIÈRE. LES MARIONNETTES AVEC LESQUELLES VOUS AVEZ NÉGOCIÉ CETTE MASCARADE, GRANDS DÉMOCRATES DEVANT L'ÉTERNEL !, ÉTAIENT CERTES ENCLINS À VOUS SUIVRE DANS CETTE "LUTTE DES PLACES" À PARTIR DU MOMENT QUE VOUS LEUR AVEZ ACCORDÉ UN SEMBLANT DE NOTABILITÉ ET UNE VIRGINITÉ FRAÎCHEMENT RETROUVÉE. C'EST LA DÉMOCRATIE QUI EN SORT VAINCUE.

• EN TANT QUE RÉPUBLICAIN, JE VOUS ACCUSE D'AVOIR MALMENÉ LA RÉPUBLIQUE EN ACCEPTANT DE BRADER SES

Pas en mon nom !

33

le foulard qui cache la forêt

VALEURS FONDAMENTALES AU PROFIT D'UN PRÉTENDU CONTRÔLE POLICIER QUE VOUS ESCOMPTEZ EXERCER SUR DES ASSOCIATIONS QUI PRÊCHENT DES VALEURS ANTI-RÉPUBLICAINES, COMMUNAUTARISTES ET OBSCURANTISTES ET DONT IL EST DE NOTORIÉTÉ PUBLIQUE QU'ELLES SONT LIÉES À DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS ET À DES RÉSEAUX FONDAMENTALISTES.

EN TANT QUE MILITANT PROGRESSISTE ET DROITS-DE-L'HOMMISTE, JE VOUS ACCUSE D'AVOIR OCCULTÉ LE SEUL DÉBAT QUI VAILLE LA PEINE ET LES REVENDICATIONS QUI Y SONT ASSOCIÉES QUANT À LA FAÇON DONT L'ISLAM ET LES MUSULMANS SONT PERÇUS ET TRAITÉS DANS CE PAYS ET SUR LESQUELS VOTRE CONSEIL EST PRÊT À FERMER LES YEUX : ÉGALITÉ DES DROITS, RACISME ORDINAIRE ET INSTITUTIONNEL, DOUBLE PEINE, "BAVURES" POLICIÈRES, DROIT DE VOTE ET D'ÉLIGIBILITÉ, DROITS D'ENTRÉE ET DE SÉJOUR, STATUT

ET PLACE DE LA CULTURE ARABO-BERBÉRO-MUSULMANE, ENSEIGNEMENT, ETC...

SACHEZ, MONSIEUR LE LITTLE BIG MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES, QUE NOUS CONTINUERONS À PORTER CES REVENDICATIONS, À DÉFENDRE LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE, DE PROGRÈS ET DES DROITS DE L'HOMME PARTOUT OÙ NOUS NOUS TROUVONS DANS LES QUARTIERS POPULAIRES QUE VOUS STIGMATISEZ À LONGUEUR D'INTERVENTIONS MÉDIATIKES, À PRÊCHER LA TOLÉRANCE ET LE VIVRE-ENSEMBLE, À PROMouvoir UN ISLAM MODERNE DÉBARRASSÉ D'ARRIÈRE-PENSÉES POLITIQUES ET IDÉOLOGIQUES ET À COMBATTRE LES PROJETS DE VOS COMPLICES.

SACHEZ QUE JE NE RECONNAIS AUCUNE LÉGITIMITÉ AUX MEMBRES DE VOTRE CONSEIL DE S'EXPRIMER EN MON NOM, TANT LA DISTANCE QUI ME SÉPARE D'EUX EST AU MOINS AUSSI

GRANDE QUE CELLE QUI ME SÉPARE DE VOUS-MÊME ET DE VOS BASSES MANŒUVRES POLITIQUES COMMUNES.

ET POURTANT, JE LE REVENDIQUE : QUAND BIEN MÊME NON-PRACTIQUANT, JE SUIS MUSULMAN. D'ÉDUCATION ET DE CULTURE.

ET J'EN SUIS FIER. MALGRÉ EUX. MALGRÉ VOUS."

*Un homme en colère :
progressiste et droits-de-l'hommiste,
républicain, démocrate, citoyen,
militant associatif,
laïc et moderniste, musulman*



Mohamed El Ayoubi est né en 1945 dans l'extrême sud marocain, au delà de Tiznit, dans un petit village écrasé de soleil, où la terre est sèche et âpre. Il perd son père à 2 ans et est élevé par sa grand-mère. Il fréquente de manière épisodique l'école et dès l'adolescence, il travaille dans une épicerie à Fquih Ben Salah, dans le centre du Maroc. Après 3 ans, il ne peut que faire la comparaison entre ce qu'il gagne et ce que rapportent chaque année au village les émigrés partis en Europe : tant qu'à s'exiler, autant donc le faire sur l'autre rive !

A 20 ans, en 1965, Mohamed El Ayoubi fait le saut le plus naturellement du monde : il part en voiture avec des émigrés de son village et atterrit à Gennevilliers où il a des cousins. Onze jours plus tard, il travaille dans une usine de batteries électriques avant d'intégrer ultérieurement, Citroën et Simca.

Quelques mois auparavant Haj Nasser était arrivé à Paris pour terminer ses études de sociologie et de politique. Au Maroc, il était militant de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (UNEM), proche de l'UNFP, parti créé en 1959 par la branche de gauche de l'Istiqlal, principale formation ayant réclamé l'indépendance.

Celle-ci est acquise en 1956. Deux conceptions du Maroc s'opposent, celle du Maghzen, de la maison royale qui ne veut que restaurer les anciennes féodalités et hiérarchies et celle de l'UNFP qui veut bousculer l'ordre établi dans le feu du social-marxisme de l'époque. LE leader le plus connu de l'UNFP est Medhi Ben Barka. Ses différends avec le roi du Maroc, en cette période bouillonnante de la vie politique marocaine, régulièrement relatée dans la presse française tissent le quotidien heurté et difficile du Maroc.

Pour sa part, Haj Nasser est membre du Parti Communiste Marocain, interdit en 1959.

A Paris, il retrouve les mêmes structures militantes et rencontre ses amis de l'UNFP rue Serpente. Cette petite rue coincée en plein cœur du Quartier Latin, près du boulevard Saint Michel, haut lieu de la contestation estudiantine, que l'on appelait alors le "boul'mich", est un endroit majeur pour la gauche marocaine depuis la lutte pour l'indépendance.

Elle accueillait alors, dans un minuscule appartement, les étudiants investis dans la lutte politique qui alertaient les personnalités et la presse sur le sort de leur pays.

Au cours de son premier exil à Paris, entre 1960 et 1962, Mehdi Ben Barka structure les Marocains de France autour des luttes politiques marocaines : militants socialistes réfugiés ou s'éternisant à Paris, étudiants de l'UNEM, commerçants établis et ouvriers s'y réunissent pour commenter les péripéties des événements au Maroc et les répercuter dans les médias et dans la communauté marocaine.

C'est ainsi qu'est créée, en 1961, l'Association des Marocains de France, l'AME, l'année même où à Paris, 100 ou 200 Algériens sont mas-

Parcours de ceux et celles qui font l'ATMF

35

feuilletonde l'ATMF

sacrés, jetés dans la Seine et 11 500 arrêtés pour avoir réclamé l'indépendance de leur pays.

Au cours de son second exil, à partir de 1963, Ben Barka rencontre ses partisans à la rue Serpente : le local est alors l'annexe à Paris de l'UNFP.

C'est aussi l'époque, dit Raymond Banaim, dont le parcours initial est identique à celui de Haj Nasser, où les étudiants membres de l'ex-parti communiste marocain tentent de donner un nouveau souffle à la question ouvrière qui ne leur semble requérir suffisamment l'attention de leurs dirigeants.

Les premiers fils. Auparavant, comme tous les Marocains, ils vivaient dans un mythe à l'égard de l'émigration. C'était tu pars et tu deviens riche !

Saïd et Latifa abandonnent à jamais l'idée d'une bourse et d'études en Europe de l'est.

Ils ont trouvé leur voie, en France.

Ils entament de vagues études de sociologie à Censier et à Vincennes.

Pour vivre, ils trient des œufs, font "de la pub", sont réceptionnistes ou femmes de ménages, quand ce n'est pas garde d'enfants ou cobaye en pharmacie.

Surtout, ils militent. Ce n'est pas facile pourtant. Il y a anti-intellectualis-

me diffus chez les ouvriers qui les font regarder ces intellos qui viennent leur apporter une compassion non dénuée de paternalisme, avec une relative suspicion.

Latifa se force à aller visiter les foyers Sonacotra. Elle pleure avant d'y aller.

"C'était très dur, se souvient-elle. J'avais 18 ans. Je devais entrer dans ce milieu d'hommes. Il y avait des gestes, des regards qui me blessaient. Mais j'y allais quand même."

Elle assure aussi avec d'autres des permanences sociales.

Saïd et Latifa ne vont pas rue Serpente, toujours aux mains de l'UNFP. Ils préfèrent la bourse de travail de Gennevilliers, les foyers Sonacotra, ce qui est à nouveau assez mal vu par les représentants du PLS à Paris, d'autant que la CGT a déclaré la guerre aux "Comités de travailleurs marocains", dénoncés comme structure basiste et les fait jeter hors de la bourse du travail de Gennevilliers.

Ils se réunissent avec les ouvriers, dans les chambres, les garnis, les foyers.

Ils font aussi de l'agitation à l'UNEM et à la Maison du Maroc.

C'est ainsi que se nouent les fils de ce qui deviendra l'armature de l'ATMF, par cette alliance originale entre des

fils de bourgeois politisés et des ouvriers qu'ils alphabétisent et politisent. C'est ainsi que naît une culture politique très spécifique qui, partie de l'entre-soi du Maroc et des luttes partisans qui s'y déroulent, débouche sur l'émigration.

Le tout tissé avec les liens de l'amitié et de l'idéologie, le mélange de haine et d'amour de tous les exilés du Paris international des années 60.



Extrait du livre de Zakia DAOU, "De l'Immigration à la Citoyenneté : Itinéraire d'une association maghrébine en France : l'ATMF (1960-2003)"

En souvenir de Brahim Bouarram, assassiné par le FN

Ce premier Mai 2003, nous étions une centaine de militants, élus, citoyens, à dire bonjour à Brahim.

Ce jour du 1er Mai 1995, Brahim était seul à se promener sur les quais de Seine en plein cœur de Paris.

Ce jour là, une meute de nazis du front de la haine l'ont précipité dans le fleuve uniquement parce qu'il s'appelle Brahim Bouarram.

La mémoire des victimes a toujours hanté l'esprit des assassins, et ceux qui les encouragent. Le Pen, ancien tortionnaire en Algérie, ne déroge pas à la règle. Il souille la mémoire de Brahim avec ses propos abjectes proférés ce 1er Mai au sujet de l'inauguration par B. Delanoë, maire de Paris, de la plaque en hommage à Brahim.

Quand à nous, nous resterons vigilants contre les discours sécuritaires qui stigmatisent l'autre, parce qu'il est différent. Nous demandons la dissolution du FN car ce n'est pas un parti comme les autres. Il trouve son fondement dans une idéologie de haine, d'intolérance, qui a conduit à la mort de Brahim, mais aussi Mohamed Ali, Imed Bouhoud et d'autres.

La loi française fait du racisme un délit, pas une opinion. Par ses propos haineux, le FN se place en dehors de la légalité républicaine.

NOMS DE QUELQUES VICTIMES DU RACISME DEPUIS LA MORT DE BRAHIM

>>>1995 : Le 11 Août, trois policiers en poste à Marseille, sont mis en examen pour « coups et blessures volontaires avec préméditation et vol », sur la personne d'un jeune français d'origine marocaine, Sid Hamed, âgé de 30 ans.

Une semaine plus tard, la presse révèle que l'un des policiers avait été candidat sur une liste du Front National, lors des élections municipales.>>>Le 1er Novembre, un jeune Marocain est tué par un policier au commissariat de Laval, dans des conditions mal définies. Le policier qui a tué Djamel Benaka invoque la légitime défense>>>1996 : Le 24 Juin, à Sotteville-lès-Rouen, un lycéen d'origine marocaine, âgé de 18 ans, qui circule sans casque sur sa mobylette est poursuivi par un car de police. Affolé, il accroche le fourgon de police et meurt de ses blessures.>>>1997 : Dans la nuit du 17 au 18 Décembre, en forêt de Fontainebleau, des policiers tuent d'une balle dans la nuque un garçon âgé de 16 ans, qui circulait à bord d'un véhicule volé.

>>>1998 : Le 31 Août, à Tarbes, un policier en civil tue de trois balles de revolver un SDF de 31 ans, Eric Befatima, qui avait eu le tort de lui demander une cigarette.>>>Le 6 Novembre, à Tourcoing, un jeune Zairois, âgé de 25 ans, Sydney, qui circulait à rollers, est interpellé par des policiers et jeté à terre. Il meurt d'une « compression thoracique ».>>>Dans la nuit du 12 au 13 Décembre, un policier toulousain tue d'une balle dans le dos, un jeune français prénommé Habib.>>>1999 : Le 26 Mai, au centre de rétention d'Arcenc, un ressortissant Tunisien, en voie d'expulsion, Mohsen Sliti, meurt d'un arrêt cardiaque sous les yeux des policiers qui le considèrent comme un simulateur.>>>Le 1er Septembre, un jeune homme de 29 ans, Farad Boukhafa est tué d'une balle dans la tête lors d'un contrôle de police à Cormeilles-en-Parisis.>>>2000 : Dans la nuit du 15 au 16 Avril, à Lille-Sud, un policier tue d'une balle à bout portant dans la nuque, le jeune Ryad Hamlaoui, 23 ans.>>>2001 : Le 19 Juin, à Cormeilles-en-Parisis, des policiers poursuivent trois français d'origine maghrébine qui circulent à scooter sans casque. Le fourgon de police heurte le 2 roues provoquant la mort de Djamel, 17 ans.>>>2002 : Le 1er janvier, un jeune des Mureaux, Moussa, 17 ans, est tué par des policiers, après avoir forcé un barrage. Le garçon a reçu une balle dans la tête et meurt à l'hôpital.>>>2003 : Le 17 Janvier, un Somalien, âgé de 24 ans, meurt après trois jours de coma. Pris de malaise dans l'avion au cours de son expulsion depuis Roissy, la victime a été pour le moins maltraité.

Liste établie par Maurice Rajsfus, Militant de Ras L' Front et auteur du livre :
« La police et la peine de mort. 1977 – 2001 : 196 morts », édition L'esprit Frappeur.

SECTIONS DE L'ATMF

ARGENTEUIL :
01 39 80 45 40
AIX-EN-PROVENCE :
04 42 26 46 89
GENNEVILLIERS :
01 47 91 32 22
HEROUILLE ST-CLAIR :
02 31 43 57 45
DECHY (AMMIN) :
03 27 96 23 34
BEZIERS :
06 72 29 06 32
SAINT-AVOLD :
03 87 92 30 53
NANCY-VANDEUVERE :
03 83 55 56 91
KHAMSA :
03 83 55 84 39
VAUREAL :
01 34 43 07 95
SENS :
03 86 65 69 37
STRASBOURG :
03 88 29 45 57
REIMS :
03 26 05 89 27

Z'migri news

est le Bulletin National
de l'ATMF
10, rue Affre 75018 Paris
tel : 01 42 55 91 82
fax : 01 42 52 60 61
e-mail :
national@atmf.org

Coordinateur
de rédaction :
Youssef Haji

Ont participé
à la réalisation et à la
rédaction du numéro :
Fouzila Maqsooud

Photos de Palestine :
Saadia Souveton

Conception graphique :
Maider